

CA20N
AJ80
-1994
N56F

Government
Publications

GUIDE À L'INTENTION DES FONDATEURS DE PERSONNES MORALES



Ministère de la Consommation
et du Commerce
Ontario. Bureau du curateur public



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

La Direction des
compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce
et la Division des biens aux fins de bienfaisance du Bureau du curateur public de l'Ontario
ont collaboré à la rédaction du présent guide.

ADRESSE POSTALE DE LA DIRECTION DES COMPAGNIES :

Direction des compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
393, avenue University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6

ADRESSE POSTALE DU BUREAU DU CURATEUR PUBLIC :

Bureau du curateur public de l'Ontario
Division des biens aux fins de bienfaisance
145, rue Queen ouest
Toronto (Ontario)
M5H 2N8





AWU 1696

TABLE DES MATIÈRES

• • • • • • • • • •

PARTIE 1

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ■■■■ 1

PARTIE 2

DÉNOMINATION SOCIALE ■■■■ 7

PARTIE 3

CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE ■ 17

PARTIE 4

MISE SUR PIED ET LANCEMENT ■■■■ 25

PARTIE 5

MAINTIEN DE LA CONSTITUTION ■■■■ 29

PARTIE 6

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE ■■■■ 37

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES ■■■■ 69

PARTIE 1

• • • • • • • • • •

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 INTRODUCTION

1.2 NATURE D'UNE PERSONNE MORALE

1.3 POURQUOI SE CONSTITUER EN PERSONNE MORALE

1.4 TYPES DE PERSONNES MORALES

1.5 CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE ET MAINTIEN DE LA CONSTITUTION

1.6 RECOURS INTERNES SELON LA LOI SUR LES PERSONNES MORALES

INTRODUCTION

1.1

Le présent guide a pour but de fournir, tant aux profanes qu'aux professionnels, des renseignements généraux sur la nature d'une personne morale et des lignes directrices sur la constitution en personne morale d'un tel organisme. Nous espérons que les renseignements ci-dessous se révéleront utiles aux organismes qui souhaitent se constituer en personne morale sans avoir recours aux services d'un avocat, ainsi qu'aux professionnels non spécialisés qui désirent avoir une source de référence facile à consulter sur des types particuliers de personnes morales, notamment les sociétés de bienfaisance.

Toutes les personnes morales sans but lucratif sont assujetties à la Loi sur les personnes morales et au règlement pris en application de cette loi. La constitution des personnes morales sans but lucratif relève du ministère ou de son délégué. Le présent guide cite certains articles pertinents de la Loi et du règlement. Le lecteur est cependant prié de consulter ces documents pour étudier les articles qui ne figurent pas dans le présent document. On peut se procurer un exemplaire de la Loi sur les personnes morales et du règlement pris en application de cette loi à la librairie du gouvernement de l'Ontario, 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8. On peut aussi le commander en téléphonant au (416) 326-5300 ou, sans frais d'interurbain, au 1-800-668-9938.

Le présent guide n'expose certains énoncés généraux concernant les exigences de la Loi et du règlement qu'à titre indicatif; il ne peut donc remplacer la consultation de la Loi lorsque surviennent des problèmes particuliers. Il est par ailleurs recommandé de ne pas se fier uniquement au guide, mais de consulter aussi un avocat pour les questions juridiques et un comptable pour les questions financières.

NATURE D'UNE PERSONNE MORALE

1.2

En droit, une personne morale est une entité artificielle ou une personne juridique qui a une existence autonome, distincte de celle de ses membres. Elle possède des biens en son propre nom, acquiert des droits, assume des obligations et des responsabilités, signe des contrats et des conventions, peut intenter des poursuites ou être poursuivie au même titre qu'une personne physique.

Par exemple, une personne morale peut être insolvable, bien que ses membres soient riches. Tout changement dans la composition de ses membres ne modifie en rien la personne morale en tant que personne juridique distincte qui continue d'exister à perpétuité, ou jusqu'à ce que ses membres ou l'État prennent les mesures nécessaires pour la dissoudre.

Une personne morale est dirigée ou administrée par un conseil d'administration élu par les membres. D'ordinaire, le conseil d'administration à son tour élit ou nomme des dirigeants comme le secrétaire, le trésorier, le président, etc., qui sont effectivement responsables du fonctionnement de la personne morale.

Ni les administrateurs, ni les dirigeants, ni les membres de la personne morale n'en sont propriétaires. Ils n'ont droit de propriété sur aucun élément d'actif particulier de la personne morale et ne peuvent exploiter la personne morale à leur profit.

Dans certains cas, une personne morale sans but lucratif peut se livrer à certaines activités productives de revenus permettant de réaliser un profit. Il

faut que ces activités soient accessoires aux objets principaux de la personne morale et servent ces objets. Par exemple, un club de hockey pour jeunes garçons peut organiser une soirée dansante afin de ramasser des fonds pour l'achat de nouveaux uniformes pour ses joueurs. Si, une fois les dépenses payées, la soirée dansante produit un profit, ces fonds appartiennent au club qui les utilise selon ses besoins, c'est-à-dire pour l'achat de nouveaux uniformes.

POURQUOI SE CONSTITUER EN PERSONNE MORALE

1.3

La constitution en personne morale confère certains avantages aux personnes intéressées et à leurs successeurs, mais leur impose par le fait même certaines obligations. Par conséquent, avant de prendre une telle décision, les membres d'un organisme ont intérêt à y réfléchir sérieusement. Il pourrait leur être utile de consulter un avocat qui a de l'expérience dans ce domaine et qui, une fois en possession de tous les renseignements pertinents, pourra leur dire s'il est avantageux pour eux de constituer leur organisme en personne morale.

Un organisme sans but lucratif n'est pas tenu de se constituer en personne morale. À l'heure actuelle, l'Ontario compte des centaines, sinon des milliers d'organismes non constitués en personne morale, qui continuent d'exercer leurs activités sans problème. Les organismes non constitués en personne morale ne possèdent pas une existence juridique distincte de leurs membres.

AVANTAGES DE LA CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE

Comme la personne morale est une personne juridique distincte de ses membres et peut posséder des biens, intenter des poursuites ou être poursuivie, elle offre une protection limitée contre la responsabilité civile à ses membres. C'est-à-dire que les membres en tant que particuliers ne sont pas personnellement responsables dans certains cas des dettes et obligations de la personne morale.

Que ce soit à la suite d'un décès ou pour toute autre raison, le départ des membres ne modifie en rien la personne morale. Par conséquent, il est plus facile d'effectuer certaines opérations au nom de la personne morale, telles que les opérations bancaires, l'acquisition de biens immobiliers et la signature de contrats de location ou autres.

Les actes de la majorité des membres de la personne morale peuvent lier les autres membres.

INCONVÉNIENTS DE LA CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE

Comme c'est la loi qui confère à la personne morale sa personnalité morale, cette dernière relève du gouvernement de l'Ontario et doit mener ses affaires conformément aux lois applicables. Par exemple, c'est la Loi sur les personnes morales qui régit l'acte constitutif ou les règlements intérieurs d'une personne morale, l'élection des administrateurs et la tenue de réunions des membres. De plus, toute personne morale est tenue de déclarer régulièrement certains renseignements à divers ministères du gouvernement. Tout manquement à cette obligation de déclaration ou de divulgation peut rendre la personne morale, ainsi que ses administrateurs et dirigeants, passibles de certaines peines. Au pire, il peut entraîner l'annulation de la charte de la personne morale et sa dissolution.

TYPES DE PERSONNES MORALES

1.4

Sont constituées les personnes morales dont le but est d'exercer, sans but lucratif, des activités patriotiques, charitables, philanthropiques, religieuses, professionnelles, sportives ou athlétiques. En d'autres termes, les personnes morales sans but lucratif exercent des activités pour le bien de la collectivité. Elles sont constituées en personne morale sans capital social en vertu de la partie III de la Loi sur les personnes morales.

En somme, il y a cinq types de personnes morales sans but lucratif :

A. Générales — notamment les associations de contribuables, les associations commerciales ou professionnelles, les organismes communautaires, etc.

B. Organismes sportifs et athlétiques.

C. Clubs sociaux — associations qui ont une vocation, partielle ou totale, de nature sociale.

D. Clubs philanthropiques, tels que les Rotary, Lions, Kiwanis et Optimistes.

E. Associations de bienfaisance—entre autres, les organismes religieux et les organismes qui s'occupent de bonnes oeuvres pour le bien de la société. (Voir PARTIE 6 du guide.)

L'une des principales différences entre une association de bienfaisance et un autre type de personne morale sans but lucratif est que, lors de sa dissolution, une association de bienfaisance ne peut répartir son actif entre ses membres, tandis qu'un autre type de personne morale sans but lucratif peut le faire, sauf indication contraire dans sa charte ou ses règlements intérieurs. En outre, une association de bienfaisance, parce qu'elle recueille habituellement des fonds auprès du public et jouit de certains avantages en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, est assujettie, quant à la déclaration de ses revenus, à des exigences plus strictes que tout autre type de personne morale sans but lucratif.

CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE ET MAINTIEN DE LA CONSTITUTION

1.5

Voici les mesures à prendre lorsqu'un organisme décide de se constituer en personne morale :

PREMIÈREMENT Choisir et faire accepter la dénomination sociale proposée de la personne morale (voir PARTIE 2 du guide).

DEUXIÈME Ensuite, soumettre une requête en constitution dûment remplie (voir PARTIE 3 du guide).

TROISIÈME Après réception des lettres patentes, procéder à la mise sur pied de la personne morale (voir PARTIE 4 du guide).

QUATRIÈME Une fois que la personne morale est mise sur pied, il faut en maintenir la constitution, c'est-à-dire veiller à ce que la personne morale se conforme aux exigences de déclaration et mène ses affaires conformément aux lois et règlements applicables (voir PARTIE 5 du guide).

RECOURS INTERNES SELON LA LOI SUR LES PERSONNES MORALES

1.6

La Loi sur les personnes morales n'habilite pas le ministère à intervenir pour résoudre les différends internes entre les membres et le conseil d'administration de la personne morale. Elle prévoit cependant pour ces membres des mesures correctrices pour assurer l'observation de la Loi. Il leur est recommandé de consulter leur propre avocat au sujet des mesures qu'ils pourraient prendre.

PARTIE 2

DÉNOMINATION SOCIALE

- 2.1 LA DÉNOMINATION SOCIALE NE DOIT PAS PORTER À CONFUSION**
- 2.2 DÉNOMINATION SOCIALE DISTINCTIVE**
- 2.3 CARACTÈRE DISTINCTIF**
- 2.4 ÉLÉMENTS D'UNE DÉNOMINATION SOCIALE**
- 2.5 LA DÉNOMINATION SOCIALE NE DOIT PAS ÊTRE TROP GÉNÉRALE**
- 2.6 ASSOCIATION ET FÉDÉRATION**
- 2.7 DÉNOMINATION SOCIALE QUI SUGGÈRE UN LIEN AVEC LA COURONNE**
- 2.8 DÉNOMINATION SOCIALE QUI SUGGÈRE UN LIEN AVEC LE GOUVERNEMENT**
- 2.9 NOM D'UNE AUTRE PROVINCE**
- 2.10 DÉNOMINATION SOCIALE BILINGUE**
- 2.11 LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU L'ANGLAIS**

PARTIE 2

• • • • • • • • • •

2.12 MOTS OU EXPRESSIONS INTERDITS

2.13 CHOIX DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

2.14 AIDE-MÉMOIRE

2.15 VÉRIFICATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

2.16 MISE EN GARDE — UTILISATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE PROPOSÉE

LA DÉNOMINATION SOCIALE NE DOIT PAS PORTER À CONFUSION

2.1

L'alinéa 13 (1) a) de la Loi prévoit qu'une personne morale ne peut se donner une dénomination sociale qui risque d'être identique ou semblable au nom d'une personne morale connue, association, société en nom collectif, particulier ou entreprise, si l'emploi de la dénomination sociale peut s'avérer trompeur, sauf si la personne morale ou le particulier en question signifie son consentement par écrit. En d'autres termes, la Loi permet de donner à une personne morale une dénomination sociale semblable à une autre, à condition que la dénomination proposée ne porte pas à CONFUSION, ni ne s'avère TROMPEUSE.

DÉNOMINATION SOCIALE DISTINCTIVE

2.2

En principe, pour qu'elle soit conforme à la Loi, la nouvelle dénomination sociale doit être distinctive. Il faut que son caractère distinctif demeure malgré certaines distorsions dans les médias lorsque la personne morale tente de se faire connaître auprès de divers secteurs du public avec qui elle fait affaire— notamment les autres personnes morales, ses membres, ses créanciers, le public en général et les organismes gouvernementaux. En d'autres termes, une nouvelle dénomination sociale ne peut être confondue avec la dénomination sociale de personnes morales, des marques de commerce ou le nom d'organismes non constitués en personne morale qui EXISTENT déjà, et elle ne doit pas induire le public en erreur quant aux activités ou à la nature de la personne morale, ou quant à ses relations avec d'autres personnes morales.

CARACTÈRE DISTINCTIF

2.3

La dénomination elle-même peut avoir un caractère distinctif ou l'acquérir avec le temps.

D'ordinaire, l'élément distinctif des dénominations les plus uniques consiste en un mot inventé. Par exemple :

- Club social Avinta
- Association de hockey Zaltak
- Club de quilles 5-P

Un emploi ou une combinaison inhabituels de noms communs peuvent particulariser une dénomination sociale, par exemple :

- Club Les chanteurs de jazz
- Club de hockey Les Cyclones
- Club de soccer Les Onze magiciens

Les mots formés à partir d'autres mots, noms géographiques, nombres, initiales et mots courants sont moins distinctifs.

- Club social Le Soleil
- Association de hockey de Kenora
- Ordre des chevaliers de la Loge 35
- Club de danse de Guelph
- Club de patinage Boréal

• • • • • • • • • •

ÉLÉMENTS D'UNE DÉNOMINATION SOCIALE

2.4

La plupart des dénominations sociales se composent de trois éléments :

- 1. L'élément **DESCRIPTIF** rend compte de la nature des activités principales de la personne morale. Veiller à ne pas utiliser de termes qui peuvent porter à confusion ou être trompeurs.
- 2. L'élément **DISTINCTIF** qui sert à particulariser la dénomination sociale. Il peut s'agir d'un mot inventé, un mot tiré du dictionnaire auquel on prête un sens qu'il n'a pas normalement, ou un nom géographique. Toute dénomination sociale doit posséder un élément distinctif.
- 3. L'indice d'**APPARTENANCE JURIDIQUE** indique le statut de l'organisme en tant qu'entité constituée en personne morale. On peut utiliser "Corporation", "Incorporated" ou "Incorporée", ou leurs abréviations. Il n'est pas nécessaire d'utiliser l'indice.

<u>ÉLÉMENT DESCRIPTIF</u>	<u>ÉLÉMENT DISTINCTIF</u>	<u>INDICE D'APPARTENANCE JURIDIQUE</u>
Club cycliste	Canvelo	Inc.
Club de danse	Sur la pointe des pieds	
Association d'échange d'étudiants de	Don Mills	Inc.

LA DÉNOMINATION SOCIALE NE DOIT PAS ÊTRE TROP GÉNÉRALE

2.5

L'article 5 du règlement prévoit qu'une dénomination sociale ne doit pas être trop générale. La raison d'une telle interdiction est que les dénominations sociales trop générales ont tendance à être confondues avec certaines dénominations sociales existantes, peuvent porter à confusion et limitent indûment la possibilité d'utiliser à l'avenir des dénominations sociales qui seraient disponibles si cette dénomination sociale trop générale n'existait pas.

Par dénomination sociale trop générale, on entend une dénomination sociale qui n'a pas d'élément distinctif (voir 2.4 Éléments d'une dénomination sociale).

EXEMPLE A : Les dénominations sociales trop générales se composent de mots courants qui n'ont aucun élément distinctif ou se composent uniquement de l'élément descriptif et de l'indice d'appartenance juridique :

- Association d'échange d'étudiants
- Club cycliste Inc.
- Amicale des chanteurs de jazz

EXEMPLE B : On peut préciser une dénomination sociale trop générale en y ajoutant un élément distinctif :

- Association d'échange d'étudiants de Don Mills Inc.
- Club cycliste Canvelo Inc.
- Amicale des chanteurs de Jazz de Chantville

ASSOCIATION ET FÉDÉRATION

2.6

Lorsque ces mots, ou tout autre mot indiquant que la personne morale est un organisme représentatif, font partie d'une dénomination sociale, le requérant est tenu de fournir une preuve par écrit qu'au moins les deux tiers des personnes ou des organismes que représente la dénomination sociale seront membres de la personne morale (Règlement 152/82— paragraphes 3(1) et (2)).

EXEMPLE A : Dénominations sociales représentatives pour lesquelles il faut démontrer que la personne morale représente les deux tiers des membres :

- Association de contribuables de Lafontaine
- Association des trappeurs de Chapleau
- Fédération des clubs de ski de l'Ontario

EXEMPLE B : Dénominations sociales non représentatives pour lesquelles il n'est pas nécessaire de démontrer qu'elles représentent les deux tiers des membres :

- Association de patinage artistique Les Lames d'argent
- Association de hockey Les Compteurs

DÉNOMINATION SOCIALE QUI SUGGÈRE UN LIEN AVEC LA COURONNE

2.7

L'alinéa 13 (1) b) de la Loi prévoit qu'une personne morale ne peut se donner une dénomination sociale qui suggère ou laisse entendre un lien avec la Couronne ou la famille royale.

Le requérant est tenu d'obtenir à l'adresse suivante le consentement du Secrétariat d'État, lorsque le mot "Royal" est associé à une dénomination sociale, suggérant que la famille royale parraine la personne morale :

Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario)
KIA OM5

EXEMPLE A : Dénominations sociales qui suggèrent que la personne morale est parrainée par la famille royale et pour lesquelles il faut obtenir le **consentement** du Secrétariat d'État du Canada :

- Foire royale d'hiver de l'agriculture
- La Société Royale d'astronomie du Canada
- The Prince Charles Youth Foundation

EXEMPLE B : Dénominations sociales où le mot "royal" n'est utilisé qu'à titre descriptif au sens de "majestueux" ou "grandiose" et qui **ne laissent pas entendre** que la personne morale est parrainée par la famille royale et pour lesquelles, par conséquent, il **n'est pas nécessaire** d'obtenir le consentement du Secrétariat d'État du Canada :

- Association de surfing royal
- Club de ski du mont royal

DÉNOMINATION SOCIALE QUI SUGGÈRE UN LIEN AVEC LE GOUVERNEMENT

2.8

L'alinéa 13 (1) b) de la Loi prévoit qu'une personne morale ne peut se donner une dénomination sociale qui suggère ou laisse entendre un lien avec un palier de gouvernement quelconque ou l'un de ses ministères ou organismes, sans le consentement des autorités appropriées. À cette fin, il faut porter particulièrement attention à l'utilisation des mots "Canada" et "Ontario". Les ministères ou

gouvernement fédéral portent des noms tels que “Revenu Canada” ou “Consommation et Affaires commerciales Canada”, et il faut veiller à ne pas donner cette forme aux dénominations sociales proposées.

EXEMPLE A : Dénominations sociales qui **suggèrent** ou **laissent entendre** un lien avec l’État :

- Héritage Ontario
- Multi-culturalisme Canada
- Organisme de sports et de loisirs du grand Toronto

EXEMPLE B : On peut modifier les dénominations sociales laissant entendre un lien avec l’État en changeant l’ordre des mots ou en ajoutant des mots pour éliminer le lien suggéré avec l’État :

- Association Héritage de Kingston
- Société canadienne de multi-culturalisme de Timmins
- Association de sports et de loisirs du grand Toronto

NOM D’UNE AUTRE PROVINCE

2.9

Certaines provinces restreignent l’emploi de leur nom dans une dénomination sociale. Par conséquent, les fondateurs qui désirent utiliser le nom d’une autre province dans leur dénomination sociale obtiendront par écrit le consentement du directeur des compagnies ou du registrateur, selon le cas, de la province en question. Voir l’Annexe “B” pour les adresses.

DÉNOMINATION SOCIALE BILINGUE

2.10

Dans le cas d’une dénomination sociale bilingue, il faut que la version anglaise ou française soit une traduction exacte. On peut apporter certains changements mineurs pour que la dénomination sociale soit idiomatique. Il s’agit ici de veiller à ce que la version traduite de la dénomination sociale ne porte pas le public à croire qu’il existe deux personnes morales distinctes.

Si un sigle ou un acronyme est l’élément distinctif d’une dénomination sociale, on ne peut utiliser cette dénomination dans sa forme bilingue si le sigle ou l’acronyme change dans l’autre langue, puisque la dénomination sociale laisserait supposer qu’il y a deux entités distinctes. Par sigle ou acronyme, on entend un mot formé des lettres initiales d’autres mots, p. ex. UNICEF — United Nations International Children’s Emergency Fund.

EXEMPLE A : Dénominations sociales composées d’un sigle comme élément distinctif qui **ne peuvent** être utilisées dans une forme bilingue :

- T.A.S. Timmins Arts Society/Société S.A.T. des arts de Timmins
- C.I.G. Consumers Information Group/Groupe G.I.C. d’information des consommateurs

EXEMPLE B : Dénominations sociales composées d’un sigle qui **peuvent** être utilisées dans une forme bilingue :

- T.A.S. Timmins Arts Society/Société T.A.S. des arts de Timmins
- T.A.S./S.A.T. Timmins Art Society/T.A.S./S.A.T. Société des arts de Timmins
- C.I.G./G.I.C. Consumers Information Group/Groupe C.I.G./G.I.C. d’information des consommateurs

Dans certains cas, lorsque la dénomination sociale est bilingue, la requête en

constitution s'accompagne de **deux** rapports de recherche NUANS,— soit un pour chaque version de la dénomination sociale. Ainsi, la Direction des compagnies peut prendre une décision informée concernant les dénominations sociales proposées et éviter toute confusion entre les dénominations sociales dans les deux langues (voir 2.15 Vérification de la dénomination sociale).

Critères pour déterminer s'il faut soumettre deux rapports de recherche NUANS pour une dénomination sociale bilingue :

EXEMPLE A : Versions identiques ou homophones qui n'exigent qu'un seul rapport :

- Canvelo Cyclist Club/Club cycliste Canvelo
- Timmins Franco-Ontarian Association/Association franco-ontarienne de Timmins

EXEMPLE B : Versions qui sont des traductions exactes comportant des **différences phonétiques** exigeant **deux** rapports :

- Newtech Management Association/Association de gestionnaires Nouvelle-Tech
- Maple Leaf Brotherhood of Sudbury/La Fraternité Feuille d'érable de Sudbury

LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU L'ANGLAIS

2.11

En Ontario, une dénomination sociale peut comporter un terme étranger. Cependant, on ne peut utiliser que les caractères romains, des chiffres arabes ou une combinaison de ceux-ci, ainsi que les signes de ponctuation et autres signes permis par le règlement (Règl. de l'Ont. 152/82—article 8). En outre, prendre note que l'indice d'appartenance juridique ("Incorporée", "Incorporated") doit être en français ou en anglais s'il fait partie de la dénomination sociale.

MOTS OU EXPRESSIONS INTERDITS

2.12

Le règlement interdit ou restreint l'utilisation de certains mots et expressions; notamment :

PARAGRAPHE 3 (1)

Ne doivent pas faire partie de la dénomination sociale les mots et expressions suivants :

1. "Fusionné", à moins que la personne morale ne naisse de la fusion de deux ou plusieurs autres.

2. "Association", ou autre mot ou expression indiquant que la personne morale est un organisme représentatif, à moins que les deux tiers des personnes que représente la dénomination sociale ne soient membres de la personne morale.

3. "Collège", "institut", ou "université", sauf s'il y a un accord écrit au nom du ministère de l'Éducation et de la Formation.

4. "Ingénieur" ou "génie" ou une variante, sauf si l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario donne son accord écrit.

5. "Logement", à moins que le gouvernement du Canada, le gouvernement de l'Ontario ou une municipalité de l'Ontario ne possède ou ne parraine la personne morale ou n'y soit lié.

6. “Royal”, placé avant le nom, à moins d’obtenir le consentement de la Couronne par le truchement du Secrétariat d’État.

7. Les numéros indiquant l’année de la constitution à moins que la personne morale proposée ne succède à une autre dont la dénomination sociale est la même ou semblable ou que l’année soit celle de la fusion de la personne morale.

8. Un mot ou une expression qui donnerait à penser qu’il s’agit d’une personne morale à des fins commerciales.

PARAGRAPHE 3 (4)

Lorsque la dénomination sociale de la personne morale comprend l’expression “ancien combattant” ou une abréviation ou un dérivé de ce terme, les lettres patentes de la personne morale prévoient qu’en tout temps au moins 95 % de ses membres sont des anciens combattants, leurs conjoints ou enfants, à moins que la dénomination sociale n’ait été utilisée de façon continue pendant au moins vingt ans.

PARAGRAPHE 6 (1)

La dénomination sociale ne doit pas comprendre un mot ou une expression dont un élément est le nom de famille d’un particulier qui est en vie ou qui est décédé au cours des trente années précédentes, que cet élément soit précédé ou non d’un prénom ou d’initiales, à moins que ce particulier, son héritier, son exécuteur testamentaire, l’administrateur de sa succession, ses ayants droits ou son tuteur ne consentent par écrit à l’emploi de son nom.

ARTICLE 7

La dénomination sociale ne doit pas comprendre un mot ou une expression, quelle que soit la langue, qui décrit de façon trompeuse les activités ou les services liés à la dénomination sociale. (Règl. de l’Ont. 152/82, art. 7.)

Le lecteur est prié de consulter le texte intégral officiel du règlement.

CHOIX DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

2.13

Lorsqu’on choisit une dénomination sociale, il faut retenir que cette dénomination sera utilisée de diverses façons. Par exemple, elle peut être présentée visuellement (papeterie, panneau, uniforme, chèque, correspondance, journal, publicité, etc.) et phonétiquement (téléphone, radio et télévision). Dans chaque cas, la personne morale a intérêt à se donner une dénomination facile à retenir. À cette fin, il est préférable que cette dénomination soit distinctive et courte.

D’ordinaire, un mot inventé ou un mot courant auquel on prête un sens spécial rend la dénomination sociale distinctive et facile à retenir. Par exemple, “Club Canvelo” (pour un club cycliste) et “Club de soccer Les Onze magiciens” sont des noms faciles à retenir et à utiliser visuellement et phonétiquement. En principe, éviter les noms longs et difficiles à utiliser, tels que “Société des amis des oiseaux chanteurs non migrateurs du sud-ouest de l’Ontario”.

Un peu d’imagination lors du choix de l’élément distinctif et des recherches approfondies sur la nouvelle dénomination sociale permettront de

s'épargner en fin de compte bien du temps et bien de l'argent. Par conséquent, lorsqu'un groupe décide de se constituer en personne morale, il lui sera utile de respecter la marche à suivre ci-dessous pour se choisir une dénomination sociale :

1. Qu'il se réunisse pour débattre la question et trouver un mot ou des mots qui rendraient la dénomination sociale proposée unique. D'ordinaire, la création d'un mot est très efficace. Il est préférable de se donner au moins trois choix.

2. Qu'il consulte l'article 13 de la Loi sur les personnes morales et le règlement de l'Ontario pour s'assurer que la dénomination sociale proposée leur est conforme. Le règlement interdit et restreint l'usage de certains mots. On peut consulter la Loi ou le règlement dans la bibliothèque publique de son quartier ou se les procurer à l'adresse suivante :

Librairie du gouvernement de l'Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1N8
Téléphone : (416) 326-5300

3. Après avoir arrêté son choix, qu'il vérifie s'il y a une dénomination sociale similaire dans les annuaires téléphoniques, répertoires municipaux, revues de sports ou autres, etc. On peut se procurer bon nombre de ces publications à la bibliothèque publique de son quartier. Si la dénomination sociale choisie peut être confondue avec le nom d'un organisme ou la dénomination sociale d'une personne morale existante, il faut l'abandonner et se rabattre sur son deuxième ou troisième choix, etc. Au besoin, se réunir encore une fois.

AIDE-MÉMOIRE

2.14

On s'épargnera du temps et de l'argent en utilisant l'aide-mémoire ci-dessous. Retenir que les maisons de recherche exigent des frais pour chaque recherche de la dénomination sociale proposée dans le fichier informatique NUANS. Par conséquent, avant de demander un rapport de recherche NUANS, on a intérêt à utiliser l'aide-mémoire ci-dessous pour s'assurer que la dénomination choisie est conforme à la Loi et au règlement.

EST-CE QUE LA DÉNOMINATION SOCIALE PROPOSÉE :

1. EST INTERDITE PAR LA LOI OU LE RÈGLEMENT?

Article 13 de la Loi et articles 3, 5, 6, 7, 8 et 9 du règlement

2. EST DISTINCTIVE?

a) Trop générale?

Article 5 du règlement

Sections 2.4, 2.5 du présent guide

b) Descriptive seulement?

Section 2.4 du présent guide

c) Comporte seulement ou principalement un prénom ou un nom de famille?

Articles 5 et 6 du règlement

d) Comporte seulement ou principalement un nom géographique?

Article 5 du règlement

3. DÉCRIT LA PERSONNE MORALE DE FAÇON TROMPEUSE?

Article 7 du règlement

4. PORTE À CONFUSION?

Article 13 de la Loi

Consulter les annuaires téléphoniques de la région pour voir si l'on peut y trouver des dénominations identiques ou assez semblables pour porter à confusion. Considérer le degré de similarité — orthographe

— son

— sens

VÉRIFICATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

2.15

S'il ressort que la dénomination proposée ne semble pas porter à confusion avec le nom d'un organisme existant ou la dénomination sociale d'une personne morale existante, et qu'elle est, à tous autres égards, conforme à la Loi ou au règlement, retenir les services d'une maison de recherche qui vous soumettra un rapport sur les recherches relatives à la dénomination sociale choisie.

Les maisons de recherche sont des entreprises privées qui ont accès à la base de données NUANS* sur les dénominations sociales, marques de commerce et noms commerciaux en usage au Canada. Les honoraires et les services peuvent varier considérablement de l'une à l'autre. Il est par conséquent recommandé de les comparer avant d'arrêter votre choix. La maison retenue vous soumettra un rapport de recherche informatique sur les dénominations sociales, centré sur l'Ontario. Voir **Annexe "C"**, Maisons de recherche.

*NUANS - Système informatisé pour la recherche de dénominations sociales et de marques de commerce, propriété du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales du Canada.

MISE EN GARDE — UTILISATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE PROPOSÉE

2.16

Ne pas remplir la requête en constitution avant d'avoir reçu le rapport de recherche indiquant que la dénomination sociale est acceptable. La demande doit être accompagnée de ce rapport. **Ne faire** imprimer aucune lettre à entête ou enveloppe, ni commander un sceau, ni effectuer aucune opération en utilisant la dénomination sociale avant d'avoir reçu les lettres patentes de constitution.

PARTIE 3

• • • • • • • • • •

CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE

3.1 POINTS À CONSIDÉRER AVANT LA CONSTITUTION

3.2 ÉTABLISSEMENT DE LA REQUÊTE EN CONSTITUTION

3.3 SIÈGE SOCIAL

3.4 CLUB

3.5 ADMINISTRATEURS

3.6 OBJECTIFS — GÉNÉRALITÉS

3.7 OBJETS — ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE

3.8 POUVOIRS CONNEXES

3.9 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

3.10 PIÈCES JUSTIFICATIVES

3.11 AIDE-MÉMOIRE

3.12 ÉCHÉANCIER

POINTS À CONSIDÉRER AVANT LA CONSTITUTION

3.1

À cette étape-ci, il faut considérer si les activités ou le but de la personne morale proposée peuvent relever d'un ministère ou d'un organisme de la province ou tomber sous le coup de l'un de ses règlements. Entre autres :

- Est-ce que la personne morale demandera des subventions à la province?
- Les activités proposées de la personne morale seront-elles régies par un ministère ou un organisme de la province?
- La personne morale exercera-t-elle des activités complémentaires aux services offerts par un ministère ou un organisme de la province?

Si l'on peut répondre dans l'affirmative à l'une ou l'autre des questions ci-dessus, on a intérêt à consulter le ministère ou l'organisme concerné **avant** de remplir la requête en constitution. Il faut soumettre à ce ministère ou à cet organisme une ébauche des objectifs de la personne morale proposée et un bref résumé des activités qu'elle envisage. Avant de remplir la requête, il est préférable d'attendre de recevoir les observations ou les directives du ministère ou de l'organisme consulté.

En consultant les organismes de réglementation concernés à l'avance, on épargnera en fin de compte du temps et de l'argent.

Par exemple :

- si une personne morale exploite un jardin d'enfants ou une maternelle, un foyer de groupe, ou une garderie, consulter le **ministère des Services sociaux et communautaires**;
- dans le cas d'un foyer pour personnes âgées, consulter le **ministère des Services sociaux et communautaires**, ainsi que le **ministère du Logement**;
- si la personne morale offre des programmes culturels ou civiques, consulter le **ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs**;
- si la personne morale offre des programmes d'éducation ou de formation, consulter le **ministère de l'Éducation et de la Formation**;
- dans le cas d'une société de bienfaisance, consulter le **Bureau du curateur public de l'Ontario et Revenu Canada, Impôt**; (voir la PARTIE 6 du présent guide—Associations de bienfaisance);
- si la personne morale offre des services de santé ou exerce des activités connexes, ou si elle est une association de professionnels de la santé, consulter le **ministère de la Santé**;
- si la personne morale offre aux prisonniers des services de réintégration à la vie sociale, consulter le **ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels**.

NOTA : Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des cas où il faut consulter divers ministères.

ÉTABLISSEMENT DE LA REQUÊTE EN CONSTITUTION

3.2

Il faut remplir la requête sur la formule prescrite par le règlement, que l'on peut obtenir à l'adresse suivante :

Section des services aux compagnies
Direction des compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
393, avenue University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6
Téléphone : (416) 596-3757

Comme les formules sont accompagnées d'instructions détaillées, nous ne répéterons pas ces instructions dans le présent guide. Les renseignements donnés ici sont de nature plus générale et servent à clarifier et compléter ces instructions. (Voir l'exemple à l'Annexe "A".)

SIÈGE SOCIAL

3.3

Toute personne morale est tenue d'avoir son siège social en Ontario (article 277 de la Loi). Il n'est pas nécessaire que la personne morale soit propriétaire ou locataire d'un immeuble ou d'un bureau particulier. La Loi exige simplement qu'elle ait une adresse officielle où elle garde certains documents (article 304 de la Loi) et où l'on peut communiquer avec elle au besoin. Certains fondateurs utilisent, à cette fin, l'adresse de leur domicile, qui figure, par conséquent, au point 2 de la requête en constitution.

CLUB

3.4

Tout club social qui a un local ou un endroit analogue veillera à respecter les règlements municipaux. Entre autres, il lui faudra tenir compte des règlements de zonage, des règlements de prévention des incendies, et de ceux relatifs au stationnement et aux installations sanitaires.

ADMINISTRATEURS

3.5

Les premiers administrateurs désignés dans les lettres patentes, dont le nombre ne doit pas être inférieur à trois, selon l'article 283 de la Loi, sont réputés les administrateurs de la personne morale jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par d'autres personnes dûment élues (article 284 de la Loi). Les premiers administrateurs de la personne morale ont les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que les administrateurs élus pour siéger au conseil.

Le poste d'administrateur n'est pas seulement un poste de prestige pour son titulaire, il comporte également certaines responsabilités, voire des obligations. Toute personne qui accepte ce poste doit donc être prête à assumer les responsabilités qui lui incombent.

OBJECTIFS—GÉNÉRALITÉS

3.6

DÉFINITION DE L'OBJET

L'énoncé exposant l'objet consiste en une brève présentation du but ultime de la personne morale, d'où découlent ses pouvoirs.

CONTENU

Le premier énoncé expose l'objet principal, c'est-à-dire celui qui décrit le but premier de la personne morale; on peut lui ajouter des objets secondaires, s'il y a lieu.

L'énoncé de l'objet ne constitue pas une énumération des activités projetées de la personne morale, ni de ses buts. On recommande de lui donner une forme succincte et une portée générale (sauf pour les associations de bienfaisance, voir PARTIE 6 du présent guide), puisqu'un objet général comprendra les aspects particuliers englobés normalement dans ce genre d'entreprise. En revanche, l'objet doit être suffisamment précis pour éviter toute ambiguïté.

Exemples

—On pourrait énoncer l'objet d'un organisme communautaire pour adolescents de la façon suivante :

L'établissement et le fonctionnement d'un organisme pour adolescents dans le but :

- a) de promouvoir les intérêts des adolescents de la ville de Kenora;
- b) de promouvoir l'athlétisme, les sports et les activités récréatives, et d'établir et d'entretenir des installations pour ces activités; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objectifs.

—On pourrait énoncer l'objet d'une association de contribuables de la façon suivante :

L'établissement et le fonctionnement d'une association de résidents dans le but :

- a) de promouvoir et favoriser les intérêts des résidents de la collectivité de Don Mills Centre;
- b) de faire la recherche sur les problèmes liés à la propriété et à la mise en valeur de biens-fonds au sein de la collectivité.

—On pourrait énoncer l'objet d'un club social possédant des locaux de la façon suivante :

L'établissement et le fonctionnement d'un club social dans le but :

- a) de promouvoir des activités sociales et récréatives parmi les membres de la personne morale;
- b) d'offrir des installations récréatives et un local pour recevoir les membres de la personne morale et leurs invités.

Voir l'ANNEXE "D" Exemples de dispositions standard relatives aux objets des personnes morales sans but lucratif autres que des associations de bienfaisance (partie III de la Loi sur les personnes morales).

Nota : À la rubrique 6 de la requête, il ne faut indiquer que les objets et **non** les pouvoirs ni les dispositions particulières.

OBJETS—ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE

3.7

Voir la PARTIE 6 de ce guide.

POUVOIRS CONNEXES

3.8

Toutes les personnes morales acquièrent d'office des pouvoirs connexes ou complémentaires (alinéas 23 (1) a) à p), s), u) et v) de la Loi), sauf indication contraire dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires. Le cas échéant, indiquer les pouvoirs connexes à la rubrique 7, Dispositions particulières de la requête.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

3.9

Les requérants peuvent demander l'inclusion dans les lettres patentes de toutes dispositions qui pourraient faire l'objet d'un règlement de la personne morale (paragraphe 119 (2) de la Loi). Cependant, cette démarche n'est pas recommandée dans la plupart des cas, puisque toute modification subséquente à ces dispositions ne peut s'effectuer que par lettres patentes supplémentaires. Les articles 129 et 130 de la Loi sur les personnes morales régissent la rédaction des règlements intérieurs de la personne morale.

Les dispositions particulières peuvent notamment porter sur les questions suivantes :

- (i) Les pouvoirs d'emprunter (voir l'article 59)
- (ii) La répartition de l'actif
- (iii) Le mandat et la rémunération des administrateurs
- (iv) Les conditions d'admission
- (v) Le nom français ou anglais, selon le cas, ou en langue étrangère
- (vi) D'autres pouvoirs

PIÈCES JUSTIFICATIVES

3.10

Dans certains cas, la requête en constitution doit s'accompagner de pièces justificatives. Par exemple, si au moment de la requête il existe un organisme non constitué, il faut soumettre une "Autorisation et engagement" (voir l'Annexe "E"); ou, dans le cas de la constitution en personne morale d'un club philanthropique, comme Civitans, Kiwanis, les Chevaliers de Colomb, Lions, Rotary, etc., il faut accompagner la requête de l'autorisation de l'organisme mère.

AIDE-MÉMOIRE

3.11

- a) Avez-vous rempli **tous** les points de la requête et indiqué ceux qui étaient sans objet?
- b) Avez-vous joint à la requête
 - l'original du rapport de recherche NUANS?
 - un chèque au montant approprié payable à l'ordre du ministre des Finances?
 - les pièces justificatives appropriées, le cas échéant?

ÉCHÉANCIER

3.12

La Direction des compagnies prend d'ordinaire un mois pour traiter une requête en constitution. Si elle doit cependant en référer à d'autres ministères gouvernementaux, elle peut prendre plus longtemps. Par conséquent, prévoir plusieurs semaines pour la réception des lettres patentes. La date d'effet des

lettres patentes correspond à la date de leur délivrance, sauf si la Direction des compagnies doit en faire un nouvel examen; dans ce cas, la date d'effet des lettres patentes correspond à la date à laquelle la Direction des compagnies reçoit la requête à nouveau, à condition que la requête soit dûment remplie.

PARTIE 4

• • • • • • • • • •

MISE SUR PIED ET LANCEMENT

4.1 MISE SUR PIED ET LANCEMENT

4.2 RENSEIGNEMENTS INITIAUX À SOU-METTRE

MISE SUR PIED ET LANCEMENT

4.1

Dès qu'elle reçoit ses lettres patentes, une personne morale doit prendre certaines mesures essentielles pour que les administrateurs puissent dûment administrer ses affaires. Elle doit, entre autres :

- fixer le quorum d'administrateurs
- adopter des règlements intérieurs
- prendre les arrangements financiers et bancaires nécessaires
- adopter un sceau
- nommer des vérificateurs
- nommer des dirigeants

Il peut être souhaitable de retenir les services d'un avocat spécialiste du droit des sociétés pour veiller à ce que la personne morale soit dûment mise sur pied et que les administrateurs comprennent bien leurs responsabilités. Une bonne organisation permet d'éviter un certain nombre de problèmes éventuels.

Ceux qui préfèrent s'occuper eux-mêmes de la mise sur pied de leur personne morale sans l'aide d'un avocat auraient intérêt à consulter :

—la Loi sur les personnes morales

—la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales que l'on peut commander à l'adresse suivante :

Librairie du gouvernement de l'Ontario
Services des publications
880, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 1N8
1-800-268-9938 (sans frais)
ou encore au (416) 326-5320

Par ailleurs, on pourra trouver des renseignements détaillés sur la procédure à suivre et la jurisprudence en ce domaine dans les documents suivants :

- Ontario Corporation Manual;
- Ontario Corporation Law Guide; et
- Canadian Corporate Secretary's Guide.

Il s'agit de publications privées que l'on peut trouver d'ordinaire au rayon des livres de référence dans la plupart des bibliothèques publiques.

RENSEIGNEMENTS INITIAUX À SOUMETTRE

4.2

Dans les 60 jours qui suivent sa constitution, une personne morale doit soumettre un avis initial (voir article 3 de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales) à l'adresse suivante :

Section des avis des personnes morales
Direction des compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
393, avenue University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6

Par la suite, **dans les 15 jours qui suivent** chaque modification des renseignements qui figurent dans l'avis initial, il lui faut soumettre un avis de modification (article 3 de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales) à l'adresse indiquée à la page précédente.

Le dépôt de ces avis n'entraîne aucuns frais. La personne morale reçoit la formule appropriée au moment de sa constitution. On peut obtenir des formules supplémentaires à l'adresse précédente.

NOTA : Toute omission de soumettre l'avis initial dans le délai prescrit rend la personne morale, ses administrateurs ou ses dirigeants passibles de pénalités. La Loi sur les renseignements exigés des personnes morales prévoit des amendes jusqu'à concurrence de 2 000 \$ pour chaque administrateur et dirigeant et jusqu'à 25 000 \$ pour la personne morale. En outre, l'acte constitutif (les lettres patentes) de la personne morale peut être annulé et la personne morale dissoute.

PARTIE 5

• • • • • • • • • •

MAINTIEN DE LA CONSTITUTION

- 5.1 ASSEMBLÉE ANNUELLE**
- 5.2 ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS**
- 5.3 QUORUM AU COURS DES RÉUNIONS**
- 5.4 DÉPÔT D'UN AVIS**
- 5.5 PÉNALITÉS POUR TOUTE INFRACTION AUX RÈGLES RELATIVES AU DÉPÔT DES AVIS**
- 5.6 AUTRES AVIS À SOUMETTRE**
- 5.7 DISPOSITIONS CONCERNANT LA VÉRIFICATION**
- 5.8 EXIGENCES CONCERNANT LA TENUE DE LIVRES**
- 5.9 UTILISATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE**
- 5.10 MODIFICATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE**
- 5.11 UTILISATION D'UN NOM AUTRE QUE LA DÉNOMINATION SOCIALE**

PARTIE 5

• • • • • • • • • •

- 5.12 **MODIFICATION DU NOMBRE
AUTORISÉ D'ADMINISTRATEURS**
- 5.13 **CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE
SOCIAL**
- 5.14 **MODIFICATION DES OBJETS ET DES
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**
- 5.15 **CHANGEMENT D'ADRESSE DU CLUB**
- 5.16 **INCIDENCES FISCALES**
- 5.17 **EXIGENCES DE LA DIRECTION DE
L'IMPOSITION DES COMPAGNIES DE
L'ONTARIO**
- 5.18 **DISSOLUTION — ABANDON DE LA
CHARTÉ**

ASSEMBLÉE ANNUELLE

5.1

La personne morale doit tenir une assemblée annuelle au plus tard 18 mois après sa constitution et, par la suite, au plus tard 15 mois après la tenue de la dernière assemblée annuelle. (art. 293)

ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS

5.2

D'ordinaire, les membres de la personne morale élisent chaque année les administrateurs au cours de l'assemblée générale. Les administrateurs sortants peuvent, s'ils sont admissibles, être réélus pour un autre mandat d'un an. (par. 287 (1), (2))

En règle générale, les administrateurs sont élus par les membres, et les dirigeants sont nommés par le conseil d'administration.

Il y a trois exceptions :

- les administrateurs d'office (art. 127)
- l'élection des administrateurs à tour de rôle (paragraphe 287 (5))
- division des membres en groupes territoriaux ou basés sur des intérêts communs (art. 130)

QUORUM AU COURS DES RÉUNIONS

5.3

Le quorum d'administrateurs au cours des réunions du conseil d'administration est la majorité d'entre eux, sauf indication contraire dans les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou dans une résolution spéciale de la personne morale. Il ne peut être en aucun cas inférieur à deux cinquièmes des membres du conseil d'administration. (art. 288)

DÉPÔT D'UN AVIS

5.4

Dans les 60 jours qui suivent sa constitution, la personne morale doit soumettre un avis initial (voir article 3 de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales) à l'adresse suivante :

Section des avis des personnes morales
Direction des compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
393, avenue University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6

AVIS DE MODIFICATION

Dans les 15 jours qui suivent toute modification des renseignements contenus dans l'avis initial (notamment tout changement au sein du conseil d'administration, des dirigeants, de leur domicile, ou de l'adresse de la personne morale), la personne morale doit soumettre un avis de modification (article 3 de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales) à l'adresse ci-dessus.

Le dépôt de ces avis n'entraîne aucuns frais. La personne morale reçoit la formule appropriée au moment de sa constitution. On peut obtenir des formules supplémentaires auprès de la Direction des compagnies.

AVIS DE RENSEIGNEMENTS SPÉCIAUX

À l'occasion, la Direction des compagnies envoie à toutes les personnes morales sans but lucratif de l'Ontario qui figurent dans les registres des avis de renseignements spéciaux en vertu de l'article 5 de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales. Les personnes morales doivent lui retourner ce document dûment rempli dans les 30 jours qui suivent sa réception. **Qu'une personne morale ait ou non soumis récemment un avis initial ou un avis de modification (formule 1 en vertu de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales), elle doit soumettre l'avis de renseignements spéciaux.** Toute omission peut entraîner l'annulation de l'acte constitutif de la personne morale et sa dissolution.

PÉNALITÉS POUR TOUTE INFRACTION AUX RÈGLES RELATIVES AU DÉPÔT DES AVIS

5.5

On ne peut trop souligner l'importance du dépôt de ces avis. Toute omission peut entraîner l'annulation des lettres patentes de la personne morale et sa dissolution. La Loi sur les renseignements exigés des personnes morales prévoit des pénalités pour les particuliers (jusqu'à concurrence de 2 000 \$) et pour les personnes morales (jusqu'à concurrence de 25 000 \$) en cas d'infraction aux dispositions prévoyant le dépôt des avis. En outre, toute personne morale qui a enfreint ces dispositions ne peut intenter d'action en justice en Ontario en ce qui a trait à tout contrat conclu par elle.

AUTRES AVIS À SOUMETTRE

5.6

Lorsqu'une personne morale est réglementée ou financée par un ministère ou un organisme gouvernemental, elle pourrait avoir à soumettre d'autres avis en sus de ceux précisés dans le présent guide. Par exemple, les associations de bienfaisance doivent soumettre certains rapports au Curateur public, ainsi qu'à Revenu Canada, Impôt. (Voir PARTIE 6 du présent guide.)

DISPOSITIONS CONCERNANT LA VÉRIFICATION

5.7

Les membres d'une personne morale doivent nommer un vérificateur, dont le mandat se prolongera jusqu'à la première assemblée annuelle, et au cours de chaque assemblée annuelle subséquente. Cette exigence de la Loi ne souffre aucune exception (art. 94 et 133).

EXIGENCES CONCERNANT LA TENUE DE LIVRES

5.8

Une personne morale sans but lucratif est tenue de respecter, entre autres, certaines obligations concernant la tenue de livres, dont :

- tenue de livres et de registres comptables appropriés (art. 302)
- procès-verbal des réunions des membres et des administrateurs (art. 289)
- garde des exemplaires des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, règlements intérieurs et résolutions spéciales (art. 300)
- registre de ses membres et des administrateurs (art. 300)

UTILISATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

5.9

La dénomination sociale d'une personne morale figure dans son acte constitutif (lettres patentes) ou, si elle est modifiée par la suite, dans l'acte de modification (lettres patentes supplémentaires). C'est cette dénomination que la personne morale doit utiliser dans toutes ses opérations (voir les exceptions à 5.11).

Par exemple, si la dénomination sociale de la personne morale est *Les naturalistes de Muskoka et d'Haliburton Inc.*, elle **ne peut** fonctionner sous la dénomination de *Naturalistes de Muskoka et Haliburton*.

MODIFICATION DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

5.10

Toute personne morale peut demander des lettres patentes supplémentaires pour modifier sa dénomination sociale (voir art. 131 de la Loi et art. 19 du règlement).

UTILISATION D'UN NOM AUTRE QUE LA DÉNOMINATION SOCIALE

5.11

Une personne morale peut utiliser un nom autre que sa dénomination sociale. Par exemple, une personne morale appelée la Fédération des chasseurs d'originaux de l'Ontario peut exercer ses activités sous le nom d'emprunt de "Chasseurs d'originaux de l'Ontario".

Cependant, AUCUNE personne morale ne peut exercer ses activités en Ontario **ou** y être désignée sous un nom autre que sa dénomination sociale, à moins d'avoir **d'abord enregistré son nom d'emprunt auprès de la Direction des compagnies** (par. 2 (1) de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales). On peut obtenir la formule d'enregistrement appropriée (Formule CD-441) à l'adresse suivante :

Enregistrement des sociétés en nom collectif
Direction des compagnies
393, avenue University, 2^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2H6

Une personne morale qui a enregistré et utilise un nom autre que sa dénomination sociale **est tenue d'indiquer** sa dénomination sociale sur tous les contrats, factures, instruments négociables et commandes de biens et services (par. 2 (4) de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales).

MODIFICATION DU NOMBRE AUTORISÉ D'ADMINISTRATEURS

5.12

Le nombre d'administrateurs d'une personne morale est établi au moment de sa constitution. C'est le nombre des premiers administrateurs mentionnés dans ses lettres patentes.

Le conseil d'administration d'une personne morale se compose d'un nombre **fixe** d'administrateurs, sous réserve d'un minimum de trois (par. 283 (2) de la Loi).

Par résolution spéciale, une personne morale peut augmenter ou réduire le nombre de ses administrateurs (art. 285 de la Loi).

Une "résolution spéciale" s'entend d'une résolution adoptée par les administrateurs et confirmée, avec ou sans modification, aux deux tiers au

moins des voix exprimées à l'assemblée générale des membres de la personne morale convoquée à cette fin ou, à défaut d'une telle confirmation, par le consentement écrit de chaque membre habilité à voter en l'occurrence.

Toute personne morale est tenue de déposer un avis de résolution spéciale (voir Annexe "G") auprès de la Direction des compagnies (sans frais) **dans les 14 jours** de l'adoption de la résolution et de le faire publier dans la Gazette de l'Ontario.

CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL

5.13

Les lettres patentes indiquent l'adresse du siège social. Une personne morale peut cependant adopter une résolution spéciale pour changer l'adresse de son siège social ailleurs en Ontario (art. 277 de la Loi).

Une "résolution spéciale" s'entend d'une résolution adoptée par les administrateurs et confirmée, avec ou sans modification, aux deux tiers au moins des voix exprimées à l'assemblée générale des membres de la personne morale convoquée à cette fin ou, à défaut d'une telle confirmation, par le consentement écrit de chaque membre habilité à voter en l'occurrence.

Toute personne morale est **tenue de déposer** un avis de résolution spéciale (voir Annexe "H") auprès de la Direction des compagnies (sans frais) **dans les 14 jours** de l'adoption de la résolution et de le faire publier dans la Gazette de l'Ontario.

MODIFICATION DES OBJETS ET DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

5.14

Toute personne morale peut demander des lettres patentes supplémentaires pour modifier l'un ou l'autre de ses objets ou dispositions particulières, qui figurent dans ses lettres patentes (voir art. 131 de la Loi et article 19 du règlement).

Si la personne morale est financée, supervisée ou autres par un organisme gouvernemental ou un ministère, ou le serait après avoir reçu des lettres patentes supplémentaires, la demande de lettres patentes supplémentaires doit être autorisée au préalable par cet organisme ou ministère. Les personnes morales qui présentent une demande de lettres patentes supplémentaires doivent aussi se rappeler qu'en plus de la Loi sur les personnes morales, elles peuvent être assujetties à d'autres mesures législatives.

CHANGEMENT D'ADRESSE DU CLUB

5.15

Tout club social ne peut maintenir son local ou un endroit analogue qu'à l'adresse précisée dans les lettres patentes (art. 278 de la Loi).

Tout club social peut faire une demande de changement de l'emplacement de son local (voir art. 20 du règlement).

INCIDENCES FISCALES

5.16

Une personne morale sans but lucratif est généralement exonérée de tout impôt fédéral sur le revenu, soit en tant "qu'organisation sans but lucratif" en vertu de l'article 149.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, ou à titre "d'organisme de charité enregistré" au sens de l'article 149.1 de la Loi.

Même si un organisme ne peut se faire reconnaître comme association de bienfaisance, il peut lui être utile de porter la désignation de personne morale sans but lucratif autre qu'une association de bienfaisance aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral. Conformément au paragraphe 149 (1) de la **Loi de l'impôt sur le revenu** du Canada, les activités suivantes donnent droit à une exemption d'impôt sur le revenu à une personne morale qui n'est pas une association de bienfaisance :

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

TYPE D'ACTIVITÉS PERMISES

Alinéa 149 (1) e)	Une organisation agricole, board of trade ou chambre de commerce.
Alinéa 149 (1) i)	Certaines corporations d'habitation fournissant des logements à loyer modéré aux vieillards.
Alinéa 149 (1) j)	Corporation sans but lucratif aux fins de la recherche scientifique.
Alinéa 149 (1) k)	Une organisation ou société ouvrière ou une société ou association de bienfaisance ou de secours mutuels.
Alinéa 149 (1) l)	Un cercle, une société ou une association dont l'objet est d'assurer le bien-être social, les améliorations locales, d'occuper les loisirs ou de fournir des divertissements.
Alinéa 149 (1) n)	Une compagnie de logement à dividendes limités (au sens de la Loi nationale sur l'habitation), dont l'entreprise consiste à construire, détenir ou administrer des projets d'habitations à bas loyer.

En passant, un organisme sans but lucratif de logement à loyer modéré fondé exclusivement pour les personnes âgées, en vertu de l'alinéa 149 (1) i) peut également obtenir la permission d'émettre des reçus d'impôt sur le revenu pour les dons, conformément à l'alinéa 118.1 (1)c) de la **Loi de l'impôt sur le revenu**, sans être constitué en société de bienfaisance.

EXIGENCES DE LA DIRECTION DE L'IMPOSITION DES COMPAGNIES DE L'ONTARIO

5.17

Les personnes morales avec ou sans capital-actions qui sont exemptes de l'impôt sur le revenu et sur le capital ne sont pas tenues de déposer une déclaration d'impôt des personnes morales de l'Ontario (CT - 23) auprès de la Direction de l'imposition des compagnies.

Les personnes morales exemptées sont définies, aux fins de l'impôt sur le revenu, à l'article 49 de la Loi sur l'imposition des corporations de l'Ontario (L.R.O. 1980) (la Loi) et aux fins de l'impôt sur le capital, à l'article 63 de la même loi. Ce sont, entre autres, les organismes suivants :

• • • • •

a) Les sociétés de bienfaisance et autres organismes—toute personne morale désignée aux alinéas 149 (1) c), d), e), f) (h.1), i), j), k), n), o), (o.1) ou (o.2) de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Notamment, les corporations municipales, certaines sociétés de la Couronne, les organismes de charités enregistrés, certaines corporations d'habitation, les corporations sans but lucratif aux fins de la recherche scientifique, les organisations ouvrières, les compagnies de logement à dividendes limités, les fiducies de pension et certaines autres organisations sans but lucratif (boards of trade, organisations agricoles, chambres de commerce).

b) Les organisations sans but lucratif—cercles, sociétés ou associations dont l'unique objet est d'assurer le bien-être social, les améliorations locales, d'occuper les loisirs ou de fournir des divertissements, ou d'exercer toute autre activité non lucrative, et **dont aucun** revenu n'était payable à un propriétaire, un membre ou un actionnaire, etc. (sauf si le but premier et la fonction de l'organisation sont de promouvoir le sport amateur au Canada).

c) Les assureurs d'agriculteurs et de pêcheurs—un assureur qui touche au moins 50 % des primes brutes pour l'assurance de biens agricoles ou de biens servant à la pêche, ou celle des résidences d'agriculteurs ou de pêcheurs. Le surintendant des assurances détermine ce qu'est un taux de 50 %. Cette disposition exempte de l'impôt sur le revenu les mutuelles agricoles assurant les agriculteurs en Ontario.

Les corporations d'assurance mutuelle qui touchent des primes uniquement pour l'assurance d'églises, d'écoles ou d'œuvres de charité sont maintenant tenues de déposer une déclaration et de verser un impôt fixe de 100 \$ sur le capital, à l'unique condition que leur actif total, leur revenu brut, ou les deux, dépassent 1 million de dollars.

Cet exemple montre qu'une personne morale qui est exempte de l'impôt sur le revenu ne se voit pas nécessairement garantir une exemption de l'impôt sur le capital; cette exemption est déterminée séparément.

Une personne morale doit soumettre une déclaration et acquitter des impôts pour l'année durant laquelle elle se voit retirer son exemption. Elle sera également tenue de soumettre une déclaration pour chaque année subséquente si :

a) elle a un revenu imposable au cours de l'année;

b) son actif total, son revenu brut, ou les deux, dépassent 1 million de dollars.

La Direction de l'imposition des compagnies peut exiger des personnes morales qui bénéficient toujours d'une exemption de remplir un questionnaire périodiquement pour voir si elles y ont toujours droit.

DISSOLUTION—ABANDON DE LA CHARTE

5.18

Lorsqu'une personne morale ne peut plus réaliser les objectifs pour lesquels elle s'était constituée, ou lorsque ses membres ne désirent plus maintenir la personne morale, il peut être souhaitable de mettre fin à ladite personne morale. Le plus simple est d'abandonner la charte. (Voir art. 319 de la Loi et art. 23 du règlement.)

PARTIE 6

• • • • • • • • • •

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE

6.1 NOTE LIMINAIRE

6.2 INTRODUCTION

6.3 DEUX TYPES D'ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

6.4 QU'EST-CE QUE LA BIENFAISANCE?

6.5 PRIVILÈGES SPÉCIAUX D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.6 CONDITIONS NÉCESSAIRES DU STATUT

6.6.1 L'ARTICLE 7 DE LA LOI SUR LA COMPTABILITÉ DES OEUVRES DE BIENFAISANCE

6.6.2 BUTS ENTIÈREMENT ET EXCLUSIVEMENT CHARITABLES

6.6.3 INTÉRÊT PUBLIC

6.7 CAS PARTICULIER DES ORGANISMES RELIGIEUX

6.8 RÔLE DU CURATEUR PUBLIC

6.8.1 HISTORIQUE

6.8.2 RENSEIGNEMENTS À COMMUNIQUER AU CURATEUR PUBLIC

6.8.3 DONS DE BIENFAISANCE PAR TESTAMENT

PARTIE 6

• • • • •
6.8.4 **AVANTAGES DÉCOULANT DE
L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE
AU CURATEUR PUBLIC**

6.8.5 **APPROBATION PRÉALABLE DES
REQUÊTES EN CONSTITUTION
D'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE**

6.9

CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.9.1 **PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ OU LOI
SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

6.9.2 **LETTRES PATENTES DE L'ONTARIO**

6.9.3 **DÉNOMINATION SOCIALE DE LA
SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE**

6.9.4 **OBJETS PRINCIPAUX**

6.9.5 **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

6.9.6 **POUVOIRS ACCESSOIRES**

6.9.7 **CONTRÔLE DES REQUÊTES PAR LE
CURATEUR PUBLIC**

6.9.8 **MOTIFS DE REJET DE LA REQUÊTE EN
CONSTITUTION**

6.10

ENREGISTREMENT AUPRÈS DE REVENU CANADA

6.10.1 **AVANTAGES FISCAUX**

6.10.2 **COMMENT FAIRE UNE DEMANDE
D'ENREGISTREMENT**

6.10.3 **DÉCLARATION DE RENSEIGNEMENTS
D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE**

6.10.4 **BULLETINS D'INTERPRÉTATION ET
CIRCULAIRES D'INFORMATION**

PARTIE 6

• • • • •
6.11

DISSOLUTION ET ABANDON DE LA CHARTRE

6.12

REPRISE D'EXISTENCE DE L'ASSOCIATION

6.13

MODIFICATION DES OBJETS OU POUVOIRS D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.14

OBLIGATIONS, RESPONSABILITÉS ET POUVOIRS DES FIDUCIAIRES (ADMINISTRATEURS)

6.14.1 DÉFINITION DU TERME "ADMINISTRATEUR"

6.14.2 NOMBRE DE FIDUCIAIRES REQUIS

6.14.3 OBLIGATION D'ÊTRE RAISONNABLE, PRUDENT ET AVISÉ

6.14.4 OBLIGATION DE SERVIR BÉNÉVOLEMENT

6.14.5 OBLIGATION D'ÉVITER LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

6.14.6 OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

6.14.7 OBLIGATION DE GÉRER LES BIENS DE L'ASSOCIATION

6.14.8 POUVOIR DE DÉLÉGUER CERTAINES RESPONSABILITÉS

6.14.9 POUVOIR DE PLACEMENT

6.14.10 DIVERSIFICATION DES PLACEMENTS

6.14.11 PLACEMENT EN VALEURS MOBILIÈRES ET LOI SUR LES DONS DE BIENFAISANCE

PARTIE 6



6.14.12 **PLACEMENTS AVEC LIEN DE DÉPENDANCE**

6.14.13 **POUVOIR DE DÉTENIR DES BIENS IMMEUBLES**

6.15 **VERSEMENTS VOLONTAIRES DE LA PART D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE**

6.16 **SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE OEUVRANT À L'ÉTRANGER**

6.17 **CAMPAGNES DE SOUSCRIPTION DE SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE**

6.18 **RENTES**

6.19 **BIBLIOGRAPHIE SUGGÉRÉE**

NOTE LIMINAIRE

6.1

Le présent guide a pour but de donner des renseignements de base et d'expliquer la marche à suivre pour la constitution en personne morale et l'exploitation d'une société de bienfaisance en Ontario. On aura toujours cependant intérêt à consulter les lois et la jurisprudence (c.-à-d. les décisions des juges) concernant les sociétés de bienfaisance. Au besoin, on consultera donc un avocat versé dans le droit des sociétés de bienfaisance et des fiducies.

INTRODUCTION

6.2

Le présent guide permettra au public en général et aux avocats non spécialistes de mieux comprendre la marche à suivre pour obtenir des lettres patentes à titre de société de bienfaisance (c.-à-d. la constitution d'une personne morale ayant un objet charitable), ainsi que les obligations et les responsabilités qui en découlent. La présente partie explique certains principes fondamentaux du droit des fiducies et des sociétés de bienfaisance, en s'aidant de certaines dispositions générales des lois fédérales et provinciales applicables à toutes les sociétés de bienfaisance. Sauf indication contraire, les lois citées sont celles de l'Ontario.

DEUX TYPES D'ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

6.3

On emploie couramment l'expression "sans but lucratif" pour désigner une société de bienfaisance, alors qu'en vérité il faut faire une distinction. Il y a deux types d'organismes sans but lucratif :

- A.** les associations de bienfaisance et
- B.** les associations autres que des associations de bienfaisance.

Seuls les organismes qui exercent des activités reconnues en droit comme étant des activités de bienfaisance peuvent s'appeler des associations de bienfaisance. Tous les autres types d'organismes sans but lucratif qui exercent des activités bénévoles, philanthropiques, sociales, ethniques ou privées sont désignées comme étant des associations autres que des associations de bienfaisance.

QU'EST-CE QUE LA BIENFAISANCE?

6.4

Bienfaisance s'entend, sur le plan juridique, des fins reconnues comme charitables par le législateur et par la justice. Hubert Picarda a fait cette observation dans *The Law and Practice Relating to Charities* (London : Butterworths, 1977) en page 7 :

Charité signifie dans son acception la plus large, l'amour du prochain, et dans son sens le plus étroit et le plus courant, l'aide aux pauvres. Ce mot n'a cependant ni l'un ni l'autre sens aux yeux des avocats et des tribunaux. Sa signification juridique est différente de son sens populaire, et il est maintenant établi que dans son acception juridique, bienfaisance a une signification technique précise. Il se trouve cependant que, paradoxalement, personne n'a pu donner jusqu'ici une définition précise et satisfaisante du concept juridique...

En Angleterre à l'origine, le préambule de la loi dite **Charitable Uses Act** (1601), 43 Eliz. 1, c. 4 (communément appelée "Statute of Elizabeth I") prévoyait des fins de bienfaisance spécifiques comme suit :

... l'aide aux personnes âgées, aux invalides et aux indigents ...
l'entretien des soldats et marins malades et invalides, des établissements d'enseignement, des écoles libres, et des érudits dans les universités ... la réparation des ponts, des ports, des chaussées, des églises, des digues de mer et des voies publiques ... l'éducation et le soutien des orphelins ... l'aide, l'approvisionnement et l'entretien de maisons de correction ... le mariage de jeunes filles pauvres ... le soutien et l'entretien de jeunes ouvriers, artisans et personnes ruinées ... l'aide aux prisonniers ou captifs et leur rachat, et l'aide aux pauvres pour le paiement de la dîme, de la taxe de mobilisation, entre autres taxes.

Par la suite, les tribunaux ont ajouté des fins jugées analogues à cette liste des fins spécifiques. C'est ainsi que l'acception juridique du terme bienfaisance n'a pas cessé de s'étendre et d'évoluer en fonction de l'évolution des réalités et des besoins de la société. Les tribunaux ont défini les quatre grandes catégories de bienfaisance suivantes :

- A.** Le soulagement de la misère.
- B.** L'avancement de l'éducation.
- C.** L'avancement de la religion.
- D.** Toute autre fin judiciairement reconnue comme favorisant les intérêts de la collectivité et ne tombant dans aucune des catégories ci-dessus.

Cette classification des fins de bienfaisance reconnues est souvent invoquée par les tribunaux, et elle est utilisée par le législateur à titre de définition générale de la bienfaisance, mais dans les faits, le sens juridique précis de ce concept doit se dégager de la jurisprudence.

PRIVILÈGES SPÉCIAUX D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.5

Les sociétés de bienfaisance bénéficient d'un certain nombre de privilèges en vertu du common law et du droit fiscal. Parmi les privilèges fiscaux, notons les exemptions et dégrèvements de certains impôts municipaux, provinciaux et fédéraux, ainsi que la capacité d'émettre des reçus de dons aux fins de l'impôt, si la société est enregistrée à titre d'organisme de charité en vertu de la **Loi de l'impôt sur le revenu** du Canada. Tous les organismes ne sont pas considérés comme des oeuvres de charité. Eu égard au rôle très important et très utile que jouent les sociétés de bienfaisance au sein de notre société, il n'est pas surprenant qu'un organisme doive satisfaire à certaines conditions avant d'être reconnu comme une oeuvre de bienfaisance.

CONDITIONS NÉCESSAIRES DU STATUT

6.6

Quelque philanthropique, bénévole, utile ou humanitaire que soit son objet, en règle générale, pour être reconnu comme société de bienfaisance, l'organisme doit réunir les trois conditions suivantes :

- A.** Il faut qu'il poursuive des fins de bienfaisance au sens de l'article 7 de la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance**, L.R.O. 1990, chap. C.10, tel qu'il est interprété et appliqué par les tribunaux.

• • • • • • • • • •

B. Son objet doit être exclusivement et entièrement charitable. Il ne peut viser à la fois des buts charitables et d'autres qui ne le sont pas.

C. Son objet doit promouvoir un intérêt public reconnu en tant que tel par les tribunaux.

Maintenant, examinons ces trois conditions de plus près.

L'ARTICLE 7 DE LA LOI SUR LA COMPTABILITÉ DES ŒUVRES DE BIENFAISANCE

6.6.1

En premier lieu, n'est considérée comme association de bienfaisance que celle qui poursuit des fins de bienfaisance au sens de l'article 7 de la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance**, tel que les tribunaux l'ont interprété et appliqué. Voici ce que prévoit cette disposition :

“fins de bienfaisance” s'entend :

A. du soulagement de la misère,

B. de l'éducation,

C. de l'avancement de la religion,

D. de toute fin favorisant les intérêts de la collectivité et n'étant pas visée par l'alinéa **A, B ou C.**

Les tribunaux ont décidé, dans chaque cas d'espèce, si une ou des fins spécifiques tombent dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessus à la lumière de leur interprétation des termes mêmes de cette définition générale que donne la loi des fins de bienfaisance. La jurisprudence est donc la principale source d'interprétation juridique du sens précis de “fins de bienfaisance”.

BUTS ENTièrement ET EXCLUSIVEMENT CHARITABLES

6.6.2

La deuxième condition est que l'association poursuive exclusivement des fins de bienfaisance. Cette condition s'explique du fait qu'elle peut poursuivre n'importe laquelle de ces fins, à l'exclusion de toutes les autres. Si ses activités débordent du cadre de la bienfaisance, l'affectation de ses biens n'y serait pas limitée; c'est pourquoi les tribunaux ont posé cette condition des fins de bienfaisance exclusives.

Si, à la constitution de l'association, la formulation de l'un quelconque de ses objets est ambiguë quant à sa nature, les tribunaux refuseront d'y voir une fin de bienfaisance. Il y a cependant lieu de noter que de simples pouvoirs accessoires ou connexes, qui n'ont pas en soi un caractère de bienfaisance, n'auront pas pour effet de priver l'association de son statut d'oeuvre de bienfaisance. Mais si de tels pouvoirs cessent d'être seulement connexes pour devenir des pouvoirs essentiels s'ajoutant aux fins premières de l'association, il est clair que, peu importe la façon dont ils sont formulés, les activités de l'association débordent du cadre de la bienfaisance. Dans ce cas, ses dirigeants doivent demander en justice des directives sur la partie des biens de l'association qui peut être affectée aux fins de bienfaisance, faute de quoi ils pourraient tomber sous le coup d'une inculpation d'abus de confiance.

INTÉRÊT PUBLIC

6.6.3

Un exemple est la meilleure façon d'illustrer la troisième condition qui veut que les objectifs d'un organisme soient reconnus d'intérêt public par les tribunaux.

Le tribunal pourrait se poser la question suivante : bien qu'un nombre limité de personnes puissent être choisies pour en bénéficier, est-ce que le don ou le but, de par sa nature, son esprit et son intention, est mis à la portée d'un segment suffisamment étendu de la collectivité pour constituer une fin publique au lieu d'une fin privée? Si le tribunal peut répondre dans l'affirmative, l'objectif peut être considéré comme étant d'intérêt public.

CAS PARTICULIER DES ORGANISMES RELIGIEUX

6.7

Conformément à la **Loi sur les biens-fonds des organisations religieuses**, L.R.O. 1990, chap. R. 23, par organisme religieux on entend une association de personnes qui réunit les trois conditions suivantes :

A. Elle est reconnue comme une oeuvre de bienfaisance selon la loi de l'Ontario.

B. Elle est mise sur pied pour la propagation de la religion, et pour l'exercice du culte religieux.

C. Elle est établie de façon permanente pour maintenir les croyances, rites et pratiques de sa religion.

La **Loi sur les biens-fonds des organisations religieuses** confère aux administrateurs d'une société religieuse l'avantage d'une succession perpétuelle sans qu'il leur soit nécessaire de se constituer en personne morale. Si un organisme religieux se constitue en personne morale, il pourrait voir ses lois et règlements canoniques et religieux assujettis aux dispositions de la **Loi sur les personnes morales**. Par ailleurs, la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** pourrait grandement limiter sa capacité de louer ses biens-fonds ou immeubles.

L'article 129 de la **Loi sur les personnes morales** interdit aux administrateurs de toute personne morale d'adopter, pour la conduite de ses affaires, des règlements contraires à cette loi. Ainsi donc, une organisation religieuse qui est soumise à des règles de droit canon ou ecclésiastique contraires à la **Loi sur les personnes morales** pourra s'apercevoir, une fois constituée en personne morale, qu'elle ne pourra plus appliquer ses règles ou règlements antérieurs à la conduite de ses affaires.

En ce qui concerne la capacité de louer, le paragraphe 10(1) de la **Loi sur les biens-fonds des organisations religieuses** permet aux administrateurs d'organismes religieux de louer un bien-fonds de l'organisme pendant une période maximale de 40 ans, à condition que le terrain ne serve plus aux fins religieuses de l'organisme.

Par contre, la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance**, applicable à toutes les associations de ce genre qui n'en sont pas exemptées par une loi spéciale, prévoit que le détenteur d'un bien-fonds à des fins de bienfaisance ne peut le détenir qu'en vue d'un usage ou d'une occupation de fait à ces fins. Le Curateur public peut décider la dévolution en sa faveur d'un bien-fonds détenu à des fins de bienfaisance s'il juge que ce bien-fonds :

- A.** n'a pas été effectivement utilisé ou occupé à une fin charitable pendant une période de trois ans;
- B.** n'est pas effectivement nécessaire à un usage ou à une occupation liée à une fin charitable, et
- C.** ne sera pas effectivement nécessaire à un usage ou à une occupation liée à une fin charitable dans l'immédiat.

Par la suite, le Curateur public vend le bien-fonds et en affecte le produit aux fins de bienfaisance.

RÔLE DU CURATEUR PUBLIC

6.8

Avant d'entrer dans les détails de la constitution en personne morale d'une société de bienfaisance et des obligations, responsabilités et pouvoirs qui en découlent, il serait utile d'examiner brièvement le rôle du Curateur public dans un contexte historique.

HISTORIQUE

6.8.1

Depuis des siècles, les tribunaux judiciaires ont reconnu que la Couronne a qualité pour les saisir des questions relatives à l'administration et à la gestion des biens des associations de bienfaisance. Cette qualité spéciale relève de la compétence *parens patriae* de la Couronne, que représente le procureur général dans toutes les instances judiciaires en la matière, y compris les procédures intentées au nom des oeuvres de bienfaisance ou pour leur protection.

Au Canada, la **Loi constitutionnelle de 1867**, 30 & 31 Vict. chap. 3, art. 92, n° 7 (R.-U.) réserve aux législatures provinciales la compétence exclusive sur les "oeuvres de bienfaisance", bien que celles-ci puissent être soumises à l'application d'autres lois, par exemple la **Loi de l'impôt sur le revenu** qui est fédérale.

La loi **Charities Accounting Act** (l'actuelle **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** dans sa version française), adoptée en 1915, investissait le procureur général du pouvoir de contrôler l'administration de leurs biens et faisait à tous ceux qui les administraient l'obligation d'en rendre compte par écrit au procureur général ou au Tuteur public. Après l'adoption de la loi **Public Trustee Act** (l'actuelle **Loi sur le curateur public** dans sa version française) en 1919, la première loi a été modifiée de façon à charger exclusivement le Curateur public de son application.

RENSEIGNEMENTS À COMMUNIQUER AU CURATEUR PUBLIC

6.8.2

La **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** prévoit pour tout fiduciaire, ce qui s'entend de toute personne morale constituée à des fins religieuses, éducationnelles, publiques ou de bienfaisance, qui administre ou détient des biens, ou leur produit, aux fins susvisées, l'obligation de le notifier par écrit au Curateur public, et ce dans le mois qui suit la constitution de la fiducie ou de la personne morale. Dès réception de cet avis et en vue d'un

contrôle effectif des activités et des biens de l'association de bienfaisance, le Curateur public demande que cette dernière lui communique les renseignements et les documents suivants :

1. a) copie du document constituant ou régissant l'association ou la fiducie de bienfaisance (par exemple lettres patentes, acte de fiducie, testament, statuts, etc.) et de tout document modificatif subséquent.

b) à l'avenir, copie de tout document opérant ou consignant les modifications, au fur et à mesure.

2. L'adresse et l'adresse postale de l'association ou de la fiducie de bienfaisance, ainsi que les nom, adresse et adresse postale de ses fiduciaires, administrateurs et dirigeants :

a) pour chacun de ses trois derniers exercices en date (ou depuis sa constitution, si celle-ci a eu lieu il y a moins de trois ans); et

b) à l'avenir, tous les changements survenus, au fur et à mesure.

3. Copie des états financiers annuels de l'association ou de la fiducie de bienfaisance, avec explication du mode d'action :

a) pour chacun de ses trois derniers exercices en date (ou depuis sa constitution, si celle-ci a eu lieu il y a moins de trois ans); et

b) à l'avenir, chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les états financiers doivent être vérifiés et porter la signature d'au moins deux fiduciaires ou administrateurs ainsi que du vérificateur. S'ils ne sont pas vérifiés, il faut y joindre une explication justificative et les faire signer par tous les fiduciaires ou administrateurs.

Les états financiers doivent revêtir la forme d'un sommaire qui présente néanmoins tous les renseignements nécessaires. Il ne suffit pas de produire des états établis selon le modèle commercial et avec le vocabulaire des affaires. Il faut donner les détails propres à démontrer que les fins de bienfaisance déclarées sont effectivement poursuivies. Il est recommandé d'y joindre des notes explicatives sur la nature unique des activités de l'association, de façon à établir le lien entre celles-ci et les renseignements communiqués et de rendre ces derniers compréhensibles. Il faut indiquer les opérations qui n'aient pas été effectuées sans lien de dépendance. Si l'association a entrepris plusieurs activités ou projets de bienfaisance à la fois, les états financiers doivent les distinguer les uns des autres.

L'administration d'une oeuvre de bienfaisance comporte des éléments inhérents de fiducie, qui ajoutent à la responsabilité civile de ses fiduciaires, administrateurs et dirigeants. Il leur incombe de démontrer de quelle façon les activités réelles de l'association poursuivent les fins de bienfaisance énoncées dans son acte constitutif. Une vérification judiciaire ordonnerait la divulgation intégrale de toutes les facettes des activités.

4. Tous les noms légaux ou communs sous lesquels l'association ou le fonds de bienfaisance :

a) a été ou est connu ou appelé;

b) sera connu ou appelé à l'avenir.

5. Le numéro d'enregistrement attribué par le ministère du Revenu national aux fins du crédit d'impôt pour dons de charité. Si le ministère n'a pas attribué ou a révoqué ce numéro, expliquer pourquoi.

Si le Curateur public n'est pas satisfait de l'administration et de la gestion de la société de bienfaisance, il peut demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) de prendre en main les comptes de la société de bienfaisance.

S'il constate que la société de bienfaisance est coupable de détournement de biens ou de fonds, ou qu'elle n'utilise pas ses biens ou ses fonds de la manière stipulée dans ses lettres patentes. Le Curateur public peut demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) de le désigner comme fiduciaire de la société de bienfaisance. Un tel détournement de fonds de la part d'une société de bienfaisance peut entraîner des poursuites judiciaires contre les fiduciaires de l'association.

DONS DE BIENFAISANCE PAR TESTAMENT

6.8.3

Lorsque la Cour de l'Ontario (Division générale) est saisie d'une demande de lettres d'homologation ou de lettres d'administration testamentaire pour une succession quelconque, avec copie jointe du testament, le greffier fournit au Curateur public un exemplaire du testament léguant des biens meubles ou immeubles, ou tout droit ou intérêt ou produit de ceux-ci, à une personne désignée comme exécuteur testamentaire ou administrateur à des fins de bienfaisance.

Le Curateur public, à son tour, fournit à toutes les sociétés de bienfaisance qui sont enregistrées auprès de la Division des biens aux fins de bienfaisance, un avis du legs, afin que chaque société puisse protéger ses intérêts.

AVANTAGES DÉCOULANT DE L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE AU CURATEUR PUBLIC

6.8.4

Outre le fait d'être légalement obligée de se conformer à la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** et de fournir au Curateur public les renseignements et les documents appropriés, une société de bienfaisance tenue à l'obligation de rendre compte au Curateur public bénéficie des avantages suivants :

A. Le Curateur public l'informe de tout legs ou intérêt qu'elle peut avoir en vertu d'un testament quelconque homologué en Ontario.

B. Elle aura plus de facilité à obtenir des fonds et des dons en raison du fait que le public, les fondations de bienfaisance et les organismes étatiques qui font de tels dons demandent souvent au Curateur public de leur confirmer que la société de bienfaisance se conforme à la loi.

C. Le Curateur public serait mieux à même de recommander au tribunal compétent d'attribuer à l'association concernée des biens d'une oeuvre de bienfaisance qui n'existe plus, en vue d'une affectation analogue (c'est-à-dire à des fins les plus proches possibles des fins primitives qui ne peuvent plus être poursuivies).

D. L'association de bienfaisance peut demander au Bureau du curateur public des renseignements et des conseils sur toutes questions la concernant, y compris la protection de ses intérêts dans les procédures judiciaires telles que la reddition de compte, l'interprétation ou la contestation d'un testament, ou encore la modification d'une fiducie.

E. La société de bienfaisance peut demander au Curateur public de la conseiller dans tout nouveau projet qu'elle a l'intention d'entreprendre.

En passant, bien que le Curateur public soit quelquefois désigné comme fiduciaire de fonds destinés à des oeuvres de bienfaisance, son bureau n'est pas un ministère de la province et, à ce titre, ne peut verser des fonds publics ou des subventions à des projets de bienfaisance.

APPROBATION PRÉALABLE DES REQUÊTES EN CONSTITUTION D'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE

6.8.5

Étant donné le contrôle qu'exerce le Curateur public sur l'utilisation des biens des oeuvres de bienfaisance, les demandes de lettres patentes, de lettres patentes supplémentaires, de fusionnement, de maintien en activité, d'abandon de la charte ou de reconstitution après dissolution doivent être examinées et approuvées au préalable par le Bureau du curateur public avant d'être soumises à la Direction des compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce.

L'original en double exemplaire de la demande signée (ou du projet de demande) doit être soumis au Bureau du curateur public, à l'intention de la Division des biens aux fins de bienfaisance, avec un chèque ou mandat de 120 \$ à l'ordre du Curateur public pour couvrir les frais d'examen. Prière d'indiquer sur le recto du chèque ou mandat le numéro du compte du Curateur public 999-999 GL 515-10 et, si possible, le numéro de référence attribué par son bureau au dossier. Si c'est un projet de demande qui est soumis à l'examen, il n'est pas nécessaire de verser des frais supplémentaires au dépôt de la demande définitive.

Lorsque la demande a été autorisée par le Curateur public, mention en est faite sur l'original en double exemplaire de la demande signée, qui est retournée à la société. Ces exemplaires de la demande doivent ensuite être déposés auprès de la Direction des compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce.

CONSTITUTION EN PERSONNE MORALE D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.9

En Ontario, il y a trois méthodes selon lesquelles une société de bienfaisance peut se constituer en personne morale :

A. Par un projet de loi d'intérêt privé ou une loi spéciale de l'Assemblée législative.

B. Par la délivrance de lettres patentes par l'entremise du ministère de la Consommation et du Commerce (Ontario).

C. Par la délivrance de lettres patentes par l'entremise du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales du Canada, 50, rue Victoria, Place du Portage, Hull (Québec) K1A 0C9, téléphone (819) 977-1142. Même si une société de bienfaisance a obtenu ses lettres patentes du gouvernement fédéral, elle doit quand même, si elle oeuvre en Ontario, se conformer aux lois de la province concernant les sociétés de bienfaisance en raison de la compétence de cette dernière en matière de droits civils et des biens en vertu de la constitution.

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ OU LOI SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

6.9.1

L'Assemblée législative de l'Ontario peut adopter un projet de loi d'intérêt privé ou une loi spéciale pour créer une association de bienfaisance, mais cette démarche prend beaucoup de temps et coûte très cher. Très peu de sociétés de bienfaisance sont en fait créées de cette façon. Pour connaître la marche à suivre, consulter le Règlement de l'Assemblée législative et, pour de plus amples renseignements, communiquer avec le conseiller législatif, bureau 3600, Édifice Whitney, 99, rue Wellesley ouest, Toronto (Ontario), M7A 1A2 – téléphone : (416) 326-2841.

LETTRES PATENTES DE L'ONTARIO

6.9.2

La façon la plus facile et la moins chère de constituer une association de bienfaisance est d'en faire la requête en vertu de la **Loi sur les personnes morales** de l'Ontario. Si la constitution en personne morale d'une compagnie est un droit, la constitution en personne morale d'une société de bienfaisance est laissée à la discrétion du ministre, qui, par l'entremise de la Direction des compagnies, ne délivre les lettres patentes que s'il est certain que l'organisme n'oeuvrera qu'à des fins charitables.

DÉNOMINATION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.9.3

La dénomination sociale de la société de bienfaisance doit répondre à toutes les exigences énumérées dans la deuxième partie du présent guide et, en outre, doit évoquer ses objets principaux, sauf dans le cas d'une fondation, qui peut mentionner le nom d'un particulier ou d'une famille.

OBJETS PRINCIPAUX

6.9.4

Outre le fait que les objets principaux de la société doivent être totalement et exclusivement charitables, il faut indiquer dans la requête la nature et l'objet spécifique de l'organisme de bienfaisance. On ne peut simplement énoncer les quatre objectifs principaux d'une oeuvre de bienfaisance. Il ne faut pas décrire ces objets de façon si générale, vague ou obscure, que ni le public en général, ni le Curateur public, ni les tribunaux ne puissent comprendre l'utilisation des fonds de la société de bienfaisance. Il ne faut pas employer un vocabulaire vague qui peut être interprété comme la promotion de fins charitables et d'autres qui ne le sont pas.

Les motifs ou les raisons personnelles qui poussent les requérants à demander la constitution de la société de bienfaisance en personne morale n'ont aucune importance et n'ont pas leur place parmi leurs objets. La formulation précise des objets est très difficile à réaliser et, par conséquent, nous vous donnons des exemples d'objets principaux à l'Annexe "T".

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.9.5

La rubrique 7 de la requête en constitution doit comprendre les dispositions particulières suivantes :

A. La personne morale exerce ses activités sans but lucratif pour ses membres, et tous bénéfices ou autres gains serviront à la promotion de ses objectifs.

B. La personne morale est régie par la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** et par la **Loi sur les dons de bienfaisance**.

C. Les administrateurs exercent leurs fonctions sans rémunération. Aucun d'eux ne peut directement ou indirectement tirer un gain de son poste en cette qualité, mais peut recevoir le remboursement raisonnable des frais qu'il a engagés dans l'exercice de ses fonctions.

D. Le pouvoir que la personne morale tient de tout règlement intérieur adopté et ratifié conformément à l'article 59 de la **Loi sur les personnes morales** pour emprunter des fonds se limite à l'emprunt de sommes pour couvrir les frais de fonctionnement de l'exercice en cours; cette limitation ne s'applique cependant pas aux emprunts garantis par des biens meubles ou immeubles.

E. À sa dissolution et après règlement de toutes ses dettes et autres obligations, les biens restants de la personne morale seront transmis, à titre gracieux ou non, aux organismes de bienfaisance qui n'exercent leurs activités qu'en Ontario.

- ou -

À sa dissolution et après règlement de toutes ses dettes et autres obligations, les biens restants de la personne morale seront transmis, à titre gracieux ou non, aux organismes de bienfaisance qui n'exercent leurs activités qu'au Canada.

F. Si, après rapport du Curateur public, le ministre conclut que la personne morale ne s'est pas conformée à une disposition quelconque de la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** ou de la **Loi sur les dons de bienfaisance**, il peut autoriser l'ouverture d'une enquête afin de savoir s'il y a lieu pour le lieutenant-gouverneur de prendre, en application du paragraphe 317(1) de la **Loi sur les personnes morales**, une ordonnance portant annulation des lettres patentes de la personne morale et dissolution de cette dernière.

Pour revenir à la disposition E ci-dessus, il est bon de noter que la disposition de biens, lors de la dissolution, en faveur des donateurs "reconnus" au sens de la **Loi de l'impôt sur le revenu** (Canada) ou à une municipalité quelconque n'est pas considérée comme un don de bienfaisance.

POUVOIRS ACCESSOIRES

6.9.6

Les pouvoirs accessoires ne sont que les moyens par lesquels la société de bienfaisance réalisera ses objets principaux. L'Annexe "K" du présent

document donne des exemples de pouvoirs accessoires. Ces pouvoirs accessoires ne doivent pas obligatoirement figurer dans les lettres patentes. Si l'on désire les y retrouver, il faut les énumérer à la rubrique 7 de la requête en constitution, avec les autres dispositions particulières dont il est question ci-après. Il est important que les fiduciaires se familiarisent avec ces dispositions relatives aux pouvoirs et ces dispositions particulières, étant donné qu'elles reflètent l'état actuel du droit des sociétés de bienfaisance en Ontario.

CONTRÔLE DES REQUÊTES PAR LE CURATEUR PUBLIC

6.9.7

Comme indiqué précédemment, toute requête en constitution d'une association de bienfaisance doit être examinée et approuvée au préalable par le Curateur public avant d'être soumise à la Direction des compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce. Afin de déterminer si les fins d'un organisme sont charitables, le Curateur public les examine à la lumière des décisions des tribunaux quant au caractère charitable de ces fins ou en les comparant au moyen d'une analogie raisonnable à ces décisions judiciaires. Il s'efforce d'interpréter la loi dans un contexte moderne et de la façon la plus souple possible, bien que prudente, laissant aux tribunaux le soin d'innover. Les décisions des tribunaux sont donc les paramètres fondamentaux de sa tâche.

L'élargissement de la notion de bienfaisance, qui s'appuie sur la jurisprudence récente, a lieu, même si c'est de façon graduelle, conformément sans doute à l'opinion publique qui veut que le rythme d'évolution soit modéré.

L'approbation ou le rejet de la requête par le Curateur public ne signifie pas qu'il encourage ou désapprouve les fins de l'organisme. Il ne porte aucun jugement de valeur et ne fait que rendre une conclusion quant à la conformité des fins de l'organisme avec la notion juridique de bienfaisance.

Bien souvent, une définition trop générale ou insuffisamment précise des objets d'une personne morale retarde inutilement l'instruction de sa requête en constitution. Afin de lui éviter ce retard, le Curateur public est prêt à donner son opinion sur tout projet de requête. Pour que son intervention soit aussi productive que possible, il a cependant besoin de tous les renseignements concernant les activités envisagées et les moyens qu'on entend employer pour les exercer.

Il serait également utile que l'organisme soumette toute documentation qui pourrait illustrer la nature de son oeuvre.

Si l'organisme est déjà une association à but non lucratif autre qu'une association de bienfaisance et désire maintenant être considéré comme une association de bienfaisance, il joint ses états financiers antérieurs à la requête.

Bien que le Curateur public soit prêt à donner son opinion sur tout projet de requête en constitution et souhaite que le présent guide soit utile aux requérants, la préparation de ce projet ne relève pas de ses fonctions. Ceux qui ont besoin de conseils à ce sujet ont intérêt à consulter un avocat, de préférence un avocat qui connaît bien les règles de droit applicables aux sociétés de bienfaisance et aux fiducies.

La Direction des organismes de charité de Revenu Canada se dit également prête à donner son opinion sur tout projet de demande

d'enregistrement d'organisme de charité sous le régime de la **Loi de l'impôt sur le revenu**. Prière de joindre au projet une description des activités, ainsi que les renseignements demandés sur la formule T2050.

Il y a lieu de noter que l'approbation du Curateur public n'est pas une attestation de sa certitude que l'organisme sera bien administré conformément aux règles de droit applicables aux sociétés de bienfaisance. Pareille conclusion ne pourra être tirée que plus tard, après examen des activités, des états financiers et des rapports annuels de la personne morale.

MOTIFS DE REJET DE LA REQUÊTE EN CONSTITUTION

6.9.8

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles le Curateur public a rejeté des demandes de lettres patentes d'associations de bienfaisance :

- A.** Les objets ne sont pas entièrement ni exclusivement charitables.
- B.** La description des objets est vague et générale.
- C.** Les dispositions portant sur les pouvoirs autorisent les administrateurs à se livrer à des activités débordant du cadre de la bienfaisance.
- D.** Les renseignements et la documentation fournis sont insuffisants pour permettre de conclure si les objets seront charitables.
- E.** Il est peu probable que la société de bienfaisance soit bien administrée, du fait qu'elle ne s'est pas conformée par le passé aux règles de droit applicables dans ce domaine.
- F.** L'organisme existait déjà avant sa requête en constitution et il ressort de ses états financiers qu'une proportion trop grande de ses fonds prévus pour des oeuvres de bienfaisance servait à des fins non charitables ou aux frais d'administration.
- G.** La dénomination sociale de l'organisme n'est pas acceptable puisqu'elle ne reflète pas les objets décrits dans la requête.
- H.** L'organisme sert principalement les intérêts de ses membres.
- I.** L'organisme poursuit des fins politiques.

ENREGISTREMENT AUPRÈS DE REVENU CANADA

6.10

AVANTAGES FISCAUX

6.10.1

Après avoir reçu ses lettres patentes, une société de bienfaisance peut obtenir un numéro d'enregistrement en vertu de la **Loi de l'impôt sur le revenu** (Canada). Il y a deux principaux avantages fiscaux liés à l'enregistrement en tant qu'organisme de charité en vertu de la **Loi de l'impôt sur le revenu** :

- A.** L'organisme est exempt de tout impôt sur le revenu gagné; et
- B.** Il peut délivrer aux donateurs des reçus donnant droit au crédit d'impôt.

COMMENT FAIRE UNE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

6.10.2

Pour obtenir un numéro d'enregistrement, la société de bienfaisance soumet les renseignements et la documentation suivante à la Direction des organismes de charité de Revenu Canada, Impôt, 400, rue Cumberland, Ottawa (Ontario) K1A 0L8 :

- A.** Une demande d'enregistrement dûment remplie (Formule T2050).
- B.** Une liste de ses administrateurs et dirigeants ou fiduciaires.
- C.** Une copie certifiée conforme de ses lettres patentes et de toutes lettres patentes supplémentaires ou, dans le cas d'une fiducie ou d'une société de bienfaisance non constituée en personne morale, un exemplaire de ses statuts.
- D.** Une copie de ses règlements intérieurs.
- E.** Une déclaration de ses activités qui précise comment la société a l'intention de réaliser ses objectifs.
- F.** Toute notice ou tout document qui pourrait expliquer sa fonction et sa nature.
- G.** Si la société exerçait ses activités avant la date de la demande, un exemplaire de ses états financiers, sinon un budget ou état de ses ressources et emploi de fonds anticipés pour sa première année d'activité.

On peut se procurer au bureau de district de l'impôt la demande d'enregistrement et une notice intitulée "Les organismes de charité enregistrés—questions et réponses". (Prière de consulter un annuaire de téléphone pour trouver le bureau le plus proche.)

Pour qu'une société de bienfaisance puisse être enregistrée en vertu de la **Loi de l'impôt sur le revenu**, elle doit s'assurer de consacrer toutes ses ressources à des activités de bienfaisance qu'elle exercera elle-même ou à des dons à d'autres sociétés de bienfaisance enregistrées. Elle ne peut en verser aucune partie d'une façon quelconque à l'un ou l'autre de ses directeurs, fiduciaires ou membres pour leur bénéfice personnel, ni en mettre une partie à leur disposition à cette fin.

Si toute la documentation et les renseignements soumis répondent aux exigences de Revenu Canada, les requérants reçoivent un avis par écrit du numéro d'enregistrement. La société de bienfaisance tombe dès lors sous le coup de certaines dispositions et règlements de la **Loi de l'impôt sur le revenu**.

DÉCLARATION DE RENSEIGNEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.10.3

Au sens de la **Loi de l'impôt sur le revenu**, un organisme de charité enregistré est soit une association de bienfaisance, soit une fondation privée ou publique de bienfaisance. Les administrateurs et dirigeants ou fiduciaires de l'organisme sont tenus de se familiariser avec les dispositions et les règlements applicables aux sociétés de bienfaisance et de les faire respecter. Par exemple, toute association de bienfaisance doit soumettre dans les six mois qui suivent la fin de son exercice, sans qu'on le lui demande, une déclaration de renseignements des organismes de charité (Formule T3010). Pour de plus

amples renseignements sur la façon de remplir cette formule et sur les annexes qui l'accompagnent, l'organisme a intérêt à se procurer un exemplaire du "Guide des déclarations de renseignements des organismes de charité" auprès du bureau de district de l'impôt. L'omission de soumettre cette déclaration peut entraîner la révocation de l'enregistrement de la société de bienfaisance. Dans ce cas, l'organisme peut perdre son exemption d'impôt sur le revenu et son droit d'émettre des reçus d'impôt officiels aux donateurs; il peut aussi se voir imposer un droit d'annulation de l'enregistrement.

BULLETINS D'INTERPRÉTATION ET CIRCULAIRES D'INFORMATION

6.10.4

Revenu Canada publie une série de bulletins d'interprétation et de circulaires d'information sur les sociétés de bienfaisance, qui sont continuellement remis à jour. Le lecteur aurait intérêt à lire certains de ces bulletins et circulaires :

BULLETINS D'INTERPRÉTATION

IT-110R2	Reçus de dons de charité et reçus assimilés
IT-111R	Rentes achetées d'oeuvres de charité
IT-226R	Don de l'intérêt résiduel à une oeuvre de charité
IT-244R3	Dons de polices d'assurance-vie à des oeuvres de charité
IT-288R	Don de biens en immobilisation à des oeuvres de charité et à d'autres organismes
IT-297R2	Dons en nature à une oeuvre de charité et autres

CIRCULAIRES D'INFORMATION

IC-75-23	Frais de scolarité et dons de charité versés à des écoles laïques privées et à des écoles religieuses
IC-77-6	Organismes de charité enregistrés : désignation comme étant des organismes de charité
IC-78-10R	Conservation et destruction des livres et des registres
IC-80-10R	Fonctionnement d'un organisme de charité
IC-84-3R3	Dons du chef du Canada
IC-87-1	Organismes de charité enregistrés : activités politiques accessoires

DISSOLUTION ET ABANDON DE LA CHARTE

6.11

Les lettres patentes de toutes les associations de bienfaisance doivent comprendre une disposition qui prévoit, au moment de la dissolution et après remboursement de toutes les dettes et obligations, la distribution ou la vente des autres biens de l'organisme à des oeuvres de bienfaisance qui exercent leurs activités (de nature semblable) en Ontario ou, à défaut, au Canada. Si les lettres patentes de l'organisme ne comportent pas une telle disposition ou que celle-ci n'a pas fait l'objet de lettres patentes supplémentaires délivrées avant la dissolution de l'organisme, les administrateurs de ce dernier sont tenus de demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) d'émettre une ordonnance pour la disposition "d'aussi près que possible" du reste des biens. À

retenir que tout bien qui doit servir à une fin charitable particulière continue d'être lié à cette fin particulière, même après avoir été cédé aux fiduciaires d'une autre société de bienfaisance.

Pendant le processus de dissolution, la société de bienfaisance ne doit verser ni salaire, ni rémunération, ni honoraires à l'un quelconque de ses administrateurs. Aucun de ses administrateurs ne peut acheter des biens de la société de bienfaisance sans l'approbation préalable d'un tribunal.

La Direction des compagnies permettra à une société de bienfaisance d'abandonner sa charte si elle peut démontrer :

- A.** que la majorité des membres ont ratifié l'abandon de la charte au cours d'une assemblée dûment convoquée à cette fin, ou que tous ses membres ayant droit de vote à l'assemblée ont signifié leur consentement par écrit;
- B.** qu'elle n'a aucune dette ou obligation ou qu'elle a pris les mesures nécessaires pour s'en acquitter;
- C.** qu'elle n'est partie à aucune poursuite judiciaire;
- D.** qu'elle a publié un avis d'abandon de sa charte dans la Gazette de l'Ontario et dans un journal de la région où se trouve son siège social;
- E.** qu'elle a distribué le reliquat de ses fonds à la suite de sa dissolution à une autre société de bienfaisance avant des objectifs analogues;
- F.** qu'elle s'est conformée à la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** et a obtenu le consentement du Curateur public.

Comme indiqué précédemment, la demande d'abandon de la charte doit être examinée et approuvée au préalable par le Bureau du curateur public avant d'être soumise à la Direction des compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce. Outre les renseignements et documents produits conformément à la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance**, le Curateur public demandera aussi à connaître les raisons qui motivent l'abandon de la charte.

Pour de plus amples renseignements concernant la dissolution ou l'abandon de la charte de la société de bienfaisance, les administrateurs sont priés de consulter le Curateur public ou la Direction des compagnies du ministère de la Consommation et du Commerce.

REPRISE D'EXISTENCE DE L'ASSOCIATION

6.12

Lorsqu'une société de bienfaisance a vu ses lettres patentes annulées par la Direction des compagnies parce qu'elle n'a pas respecté les dispositions de la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales concernant la déclaration des renseignements, ou pour toute autre cause suffisante, elle peut demander au Curateur public la remise en vigueur de sa charte dans les cinq ans qui suivent sa dissolution.

Aux termes de l'article 322 de la **Loi sur les personnes morales** et concurrentement, de la **Loi sur les biens en déshérence**, tous biens immeubles ou meubles que la société de bienfaisance détient encore, à la date de sa dissolution, sont dévolus à la Couronne en la personne du Curateur public. Dans ce cas, le Curateur public détient les éléments d'actif aux fins charitables prévues lors de la constitution de la société.

Le Curateur public ne permet la reprise de l'existence de l'association que si l'organisme se conforme à toutes les exigences de déclarations de renseignements en vertu de toute loi provinciale (notamment la **Loi sur la**

comptabilité des oeuvres de bienfaisance) et à condition que ses administrateurs soumettent les documents et renseignements suivants :

A. Une requête par écrit en vue de reprendre l'existence de l'association de bienfaisance, ainsi qu'une déclaration de la cause et des raisons de la dissolution.

B. Une déclaration selon laquelle l'organisme continue de poursuivre des objets qui doivent être entièrement et exclusivement charitables en droit.

C. Un exemplaire des lettres patentes précédentes ou de toutes lettres patentes supplémentaires.

D. Des frais d'examen de 120 \$, payables au Curateur public.

Si, pour toute raison que ce soit, l'existence de l'association n'est pas rétablie dans les cinq années qui suivent sa dissolution, elle ne peut l'être qu'au moyen d'une loi privée adoptée par l'Assemblée législative. Pour de plus amples renseignements sur la marche à suivre, consulter le Règlement de l'Assemblée législative.

MODIFICATION DES OBJETS OU POUVOIRS D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.13

On peut demander une modification des objets ou pouvoirs d'une association de bienfaisance au moyen d'une requête en vue d'obtenir des lettres patentes supplémentaires. Les modifications les plus courantes sont les suivantes :

A. Élargissement des objets pour englober d'autres fins, différentes mais analogues aux objets initiaux de l'association.

B. Refonte des objets pour tenir compte de l'évolution de la terminologie dans la société, par exemple, remplacer le terme "arriéré mental" par "déficient mental".

C. Modification de la dénomination sociale de la société de bienfaisance.

D. Inclusion de dispositions portant sur la nomination et l'élection des administrateurs.

E. Élargissement de la portée des dispositions relatives aux pouvoirs.

Les fiduciaires ne doivent pas oublier que les fonds d'une société de bienfaisance ne peuvent servir qu'aux fins charitables qu'elle s'est données. Il peut arriver dans certaines circonstances, qu'une certaine souplesse soit nécessaire pour s'assurer que les ressources de l'organisme servent de façon efficace les objectifs originaux prévus. Il peut survenir, après la fondation de la société de bienfaisance, certains changements sociaux et économiques qui rendent les objectifs périmés, sans utilité ou irréalisables. Les fiduciaires ont intérêt à consulter le Curateur public avant de modifier les objectifs d'un organisme. Ce dernier veillera principalement à ce que les objectifs proposés ne soient pas à ce point différents des objectifs originaux énoncés dans la charte que la modification envisagée constituerait une dérogation injustifiable à l'esprit des objectifs originaux.

OBLIGATIONS, RESPONSABILITÉS ET POUVOIRS DES FIDUCIAIRES (ADMINISTRATEURS)

6.14

DÉFINITION DU TERME “ADMINISTRATEUR”

6.14.1

Bien qu'en principe les administrateurs administrent des personnes morales, tandis que les fiduciaires administrent des fiducies, le droit des fiducies et des biens à des fins charitables s'applique également aux sociétés de bienfaisance constituées en personnes morales quant au rôle de leurs administrateurs et dirigeants.

Les fiduciaires sont les personnes légalement tenues de l'administration et de la gestion de la société de bienfaisance. Ils sont entièrement responsables de son administration et doivent toujours veiller à ce qu'elle se conforme aux lois et aux principes sur les fiducies de bienfaisance. Toutes observations ci-après concernant les fiduciaires s'appliquent également aux administrateurs et dirigeants des associations de bienfaisance.

NOMBRE DE FIDUCIAIRES REQUIS

6.14.2

Pour qu'une société de bienfaisance puisse se constituer en personne morale, elle doit avoir au moins trois fiduciaires. Le nombre de fiduciaires doit toujours être fonction du nombre de personnes nécessaires pour assurer une gestion et une administration efficaces de la société de bienfaisance.

À l'encontre des membres du Comité de patronage, qui sont désignés en fonction du rôle qu'ils jouent dans la société, les fiduciaires doivent participer activement au processus de décision. Il faut donc les choisir en fonction de leur expérience, compétence et connaissances dans le domaine particulier où oeuvre la société de bienfaisance.

OBLIGATION D'ÊTRE RAISONNABLE, PRUDENT ET AVISÉ

6.14.3

Les fiduciaires sont tenus d'agir de façon raisonnable, prudente et avisée dans toutes les affaires concernant la société de bienfaisance. Ils doivent toujours tenir compte des intérêts de l'organisme et ne doivent pas laisser leurs intérêts ou préjugés personnels influencer sur leur conduite et sur leurs décisions. Les biens de l'organisme ne doivent servir qu'aux fins énoncées dans les lettres patentes et à aucune autre fin.

Si les fiduciaires ont un pouvoir discrétionnaire dans le choix des personnes qui peuvent bénéficier des fonds ou des biens de la société de bienfaisance, ils doivent veiller à exercer ce pouvoir le plus équitablement possible tant du point de vue de la forme que du fond.

En cas de doute, ils peuvent consulter le Curateur public et, au besoin, demander l'avis de la Cour de l'Ontario (Division générale) conformément à l'article 60 de la **Loi sur les fiduciaires**.

Les fiduciaires veillent au respect des objets charitables particuliers de la société. En outre, ils doivent veiller à l'utilisation des biens de l'organisme

pour s'assurer qu'ils n'entraînent pas de frais d'administration excessifs.

Ils doivent veiller à faire dûment enregistrer tous les biens immeubles au nom de l'organisme et à souscrire une assurance suffisante.

OBLIGATION DE SERVIR BÉNÉVOLEMENT

6.14.4

En règle générale, la société de bienfaisance ne peut verser aucune rémunération à ses fiduciaires à quelque titre que ce soit, sauf autorisation préalable de la Cour. Cependant, l'organisme peut leur verser, à même ses biens, une indemnité pour les divers débours raisonnables et nécessaires effectués par les fiduciaires. Par ailleurs, les fiduciaires ne peuvent bénéficier, directement ou indirectement, d'aucune opération avec la société de bienfaisance.

OBLIGATION D'ÉVITER LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

6.14.5

Non seulement le fiduciaire est-il tenu d'éviter tous les conflits d'intérêts éventuels, il doit également éviter les apparences de conflit d'intérêts. Dans des cas exceptionnels, le tribunal peut autoriser une opération avec lien de dépendance entre le fiduciaire et l'association de bienfaisance, à condition que le fiduciaire demande l'approbation de la Cour, et en avise en bonne et due forme le Curateur public, avant d'effectuer l'opération.

OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

6.14.6

Les fiduciaires conservent des fonds recueillis auprès du public dont ils ne peuvent disposer à leur discrétion, mais qu'ils gardent en fiducie à des fins charitables désignées. Il leur incombe donc de tenir des livres comptables appropriés et de garder toutes les factures (ou justificatifs) pour justifier leurs comptes. L'organisme conserve tous les comptes et les justificatifs jusqu'à ce qu'un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) approuve officiellement les comptes.

Toute société de bienfaisance peut être tenue de faire vérifier ses comptes par le Curateur public. En règle générale, cependant, le Curateur public ne demande à vérifier les comptes d'un organisme que lorsqu'il a des doutes concernant l'administration et la gestion de l'organisme, ou lorsqu'il n'a pas reçu les renseignements requis sur cet organisme.

Normalement, le Curateur public exige que chaque société de bienfaisance lui soumette un exemplaire de ses états financiers annuels vérifiés dans les six mois qui suivent la fin de son exercice. Il est souhaitable que les comptes fassent état en détail des immobilisations, revenus, dépenses ou débours et des placements. Si les états financiers sont rédigés comme ceux d'une compagnie, ils doivent comporter des notes explicatives concernant tout conflit d'intérêts, toute opération avec lien de dépendance ou tout versement touché par un fiduciaire à quelque titre que ce soit.

Dans certains cas, il peut être également nécessaire de fournir des notes explicatives sur la façon dont la société s'est livrée à ses activités de bienfaisance. Si le Curateur public a des réserves quant à la présentation ou au

contenu des états financiers, il peut demander aux fiduciaires de la société de lui fournir des renseignements supplémentaires et les preuves corroborantes.

En raison de la compétence que la constitution reconnaît à la province en matière de bienfaisance, toutes les sociétés de bienfaisance qui oeuvrent en Ontario, y compris celles de l'extérieur de la province qui ne font que recueillir des fonds en Ontario, qu'elles soient constituées en personne morale selon les lois provinciales ou fédérales, doivent toujours se conformer à la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** et soumettre les renseignements et les documents exigés par le Curateur public.

OBLIGATION DE GÉRER LES BIENS DE L'ASSOCIATION

6.14.7

La gestion des fonds et de l'actif de la société de bienfaisance relève exclusivement des fiduciaires qui ne peuvent la déléguer à aucun employé ni à aucun conseiller financier. Dans le cas d'un capital important, il peut être souhaitable que les fiduciaires prennent les arrangements nécessaires pour retenir les services de gestion de placement de comptables, courtiers en valeurs mobilières ou autres conseillers financiers, et de rémunérer ces services dans le cadre de frais d'administration de la société. Quelle que soit la formule de services financiers retenue, les fiduciaires gardent, en tout temps, le dernier mot en ce qui concerne l'administration générale des fonds.

POUVOIR DE DÉLÉGUER CERTAINES RESPONSABILITÉS

6.14.8

Bien que les fiduciaires soient tenus d'agir eux-mêmes et de prendre toutes les décisions importantes concernant la société de bienfaisance, ils peuvent déléguer aux employés la gestion quotidienne de l'organisme. Cependant, les fiduciaires demeurent légalement responsables et doivent, par conséquent, exercer une supervision et un contrôle appropriés sur les activités des employés. Pour ce qui est des questions techniques et spécialisées, les fiduciaires peuvent retenir les services et les conseils de professionnels.

POUVOIR DE PLACEMENT

6.14.9

La plupart des lettres patentes comprennent l'un des pouvoirs de placement suivants :

Placer les fonds de l'association, à la discrétion des administrateurs, conformément aux placements que la loi permet aux fiduciaires d'effectuer.

-ou-

Placer les fonds de l'association, à la discrétion des administrateurs, sans se limiter aux placements que la loi permet aux fiduciaires d'effectuer à condition que ces placements soient raisonnables, prudents et avisés dans les circonstances et ne constituent pas, directement ou indirectement, un conflit d'intérêts.

Si les lettres patentes ne prévoient aucun pouvoir de placement, la

société de bienfaisance se limitera aux placements que la loi permet aux fiduciaires d'effectuer.

DIVERSIFICATION DES PLACEMENTS

6.14.10

Dans le cas d'un capital appréciable, il est important que la société de bienfaisance ait un portefeuille équilibré composé de titres de participation et d'emprunt. Il pourrait lui être également nécessaire de diversifier ses placements.

La diversification s'entend de la répartition des fonds à placer entre diverses sociétés, voire entre diverses industries et institutions financières, afin que le ralentissement ou la faillite d'une société ou d'un groupe de sociétés engagées dans un même secteur de l'industrie ne soit pas préjudiciable à la viabilité financière de la société de bienfaisance.

PLACEMENT EN VALEURS MOBILIÈRES ET LOI SUR LES DONS DE BIENFAISANCE

6.14.11

Toute société de bienfaisance qui bénéficie de larges pouvoirs de placement et qui a l'intention de faire des placements en valeurs mobilières a intérêt à agir avec prudence. Le marché des valeurs mobilières subit de fortes fluctuations sous l'influence d'un certain nombre de facteurs économiques qu'il est difficile, voire impossible, de prédire. Eu égard aux dangers des placements à risque élevé, les fiduciaires ne sont pas tenus d'obtenir le meilleur rendement sur les fonds à placer, mais ils ont une obligation impérieuse d'exercer leurs pouvoirs de placement de façon raisonnable, prudente et avisée, en tenant compte des besoins à court terme et des objectifs à long terme de l'organisme.

Les fiduciaires retiendront que la **Loi sur les dons de bienfaisance** interdit à une oeuvre de bienfaisance d'avoir une participation, directe ou indirecte, de plus de 10 % dans une entreprise. Si un tel organisme reçoit en don des actions représentant une participation de plus de 10 % dans une entreprise quelconque, il doit aliéner toute partie des actions, obligations, débetures, hypothèques ou autres valeurs représentant une participation de plus de 10 % dans l'entreprise et ce, dans les sept années qui suivent le décès du testateur, dans le cas d'un legs par voie testamentaire, et dans les sept années qui suivent la date de l'acte, lorsque le don se fait d'une façon autre que par testament. Un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) peut, cependant, prolonger le délai prévu pour l'aliénation desdits biens, s'il juge que cette prolongation sera utile aux fins charitables de l'organisme.

PLACEMENTS AVEC LIEN DE DÉPENDANCE

6.14.12

Bien que la **Loi de l'impôt sur le revenu** n'interdise pas aux fondations privées de faire certains placements non admissibles, tels que les prêts aux donateurs ou aux fiduciaires d'un organisme, ou aux sociétés dans lesquelles elles ont une participation, de telles opérations peuvent constituer, pour les fiduciaires, un manquement à leurs obligations, et un placement non autorisé

• • • • •

selon la loi provinciale et la common law visant les sociétés de bienfaisance. Nous engageons le lecteur à lire la récente décision de la cour des successions dans la cause **David Feldman Charitable Foundation (1987)**, 58 O.R. (2d) 626, 26 E.T.R. 86.

POUVOIR DE DÉTENIR DES BIENS IMMEUBLES

6.14.13

Conformément à la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance**, toutes les associations de bienfaisance, sauf indication contraire, ne peuvent détenir un bien-fonds que pour l'utiliser ou l'occuper dans le cadre de leurs objectifs charitables. Par conséquent, les sociétés de bienfaisance ne peuvent détenir un bien-fonds à titre de placement.

VERSEMENTS VOLONTAIRES DE LA PART D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE

6.15

Bien souvent, un proche parent d'un testateur demande à une société de bienfaisance, pour des raisons d'ordre moral, de renoncer à la totalité ou à une partie d'un don légué par testament. Les tribunaux d'Angleterre ont jugé dans deux causes, soit **Snowden et Henderson (1970) Ch. 700**, (1969) 3 All E.R. 208, que les fiduciaires d'une société de bienfaisance ne peuvent légalement effectuer, pour des raisons d'ordre moral, des versements volontaires à même des biens auxquels ils ont droit, qu'avec l'autorisation du tribunal ou du procureur général (en Ontario, du Curateur public). Dans ces cas, les tribunaux ont également conclu que le procureur général et le tribunal ne doivent pas exercer leur autorité à la légère ou pour des raisons insignifiantes. Ils ne doivent exercer ce pouvoir discrétionnaire que lorsqu'on peut conclure qu'il serait immoral de refuser le versement.

Il est bon de faire une distinction entre les cas où le testateur n'avait jamais eu l'intention de léguer à la société de bienfaisance un don aussi généreux que celui qu'elle a reçu en raison de circonstances imprévues, et les cas où un proche parent considère que le testateur n'était pas moralement justifié de laisser ses biens à une société de bienfaisance plutôt qu'à lui. Dans ce dernier cas, en règle générale, la société de bienfaisance n'a aucune obligation morale de faire un tel versement et n'a, d'ailleurs, aucune autorité pour ce faire.

Dans de tels cas, la société de bienfaisance informe normalement le proche parent qu'elle n'a pas l'autorité de renoncer au legs et lui recommande de s'adresser au Curateur public ou aux tribunaux.

SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE OEUVRANT À L'ÉTRANGER

6.16

Lorsque des situations de crise se produisent dans des pays étrangers, il y a d'ordinaire une multiplication rapide des petites sociétés de bienfaisance qui recueillent des fonds dans notre pays pour l'aide à l'étranger. Malheureusement, les fiduciaires de ces organismes manquent bien souvent d'expérience dans ce domaine et ne sont pas conscients des responsabilités fiduciaires qu'ils assument. Dans la majorité des cas, il serait préférable, tant sur le plan économique qu'administratif, que ces organismes s'allient à l'une des nombreuses sociétés de bienfaisance canadiennes enregistrées de renom qui

oeuvrent depuis longtemps à l'étranger. En vertu de ce genre d'arrangement, la petite société de bienfaisance apporte l'aide financière et la main-d'oeuvre dans sa région, tandis que la grande société de bienfaisance se charge des systèmes organisationnels et logistiques nécessaires pour la liaison avec les pouvoirs étrangers, les communications internationales et le transport local. Il est bon de noter que, si la petite société de bienfaisance enregistrée en vertu de la **Loi de l'impôt sur le revenu** décide de procéder ainsi, elle doit s'assurer qu'elle effectue ses versements à une société de bienfaisance canadienne enregistrée pour satisfaire aux dispositions de la **Loi de l'impôt sur le revenu** concernant les débours de ses fonds. Ou encore, la grande société de bienfaisance peut faire office d'agent de la petite société; il n'est pas nécessaire alors qu'elle soit enregistrée en vertu de la **Loi de l'impôt sur le revenu** du Canada.

Soit dit en passant, en raison de la résurgence d'un petit nombre d'organismes de souscription malhonnêtes qui prennent avantage de la sensibilité du public face aux questions qui soulèvent sa compassion, telles que la famine, les catastrophes naturelles et l'extrême indigence, les personnes qui souhaitent verser des dons ont intérêt, avant de ce faire, à communiquer avec la Direction des organismes de charité de Revenu Canada (1-800-267-2384), et avec la Division des biens aux fins de bienfaisance du Bureau du curateur public au (416) 314-2800 pour s'assurer que l'organisme qui les sollicite est bien une société de bienfaisance et qu'il respecte toutes les dispositions légales concernant les fiducies de bienfaisance.

Il est recommandé aux sociétés de bienfaisance qui envisagent de s'occuper directement à l'étranger de distribution de nourriture ou fournitures médicales ou encore de projets de soulagement de la misère, de prendre les mesures suivantes :

A. Avant de recueillir et verser des fonds pour un projet de bienfaisance particulier, déterminer si le besoin existe vraiment et si le pays étranger permet de tels projets d'aide sur son territoire. Par exemple, la Chine interdit l'entrée aux missionnaires étrangers; par conséquent, il ne faut pas recueillir des fonds auprès du public pour de telles missions.

B. Obtenir des conseils et des renseignements de personnes compétentes concernant la marche à suivre et les méthodes de mise en oeuvre du projet sur le plan du transport, de l'autorisation des importations, des visas et du logement du personnel.

C. Former dans le pays étranger une équipe indépendante chargée de mener des enquêtes et de soumettre des rapports, et qui n'est responsable que devant les fiduciaires de la société de bienfaisance; pour certains services, l'organisme peut collaborer avec un autre organisme canadien ou international reconnu afin d'éviter le dédoublement des frais d'administration.

D. Lors du choix des projets, veiller à ce qu'il s'agisse d'entreprises de bienfaisance, aux termes des mesures législatives sur les oeuvres de bienfaisance en vigueur en Ontario, et à ce que les ressources de l'organisme servent exclusivement à des fins charitables conformément à ses objets définis. En d'autres mots, l'organisme ne peut se laisser influencer par les autorités du pays qui lui demandent d'entreprendre des projets visant principalement la relève économique générale du pays, ce qui, en fait, n'aura guère d'effet dans la lutte contre la pauvreté.

E. S'ils sont obligés de faire affaire avec des agences régionales ou des organismes étatiques étrangers, rédiger une convention détaillant les modalités et la nature de l'entente et précisant que la société de fiducie canadienne

gardera le contrôle de l'utilisation de ses fonds, qui doivent être gardés et identifiés séparément.

F. Garder tous les livres, registres, reçus, factures et autres justificatifs aux fins de sa comptabilité, et faire faire la vérification des comptes annuellement, de préférence par un cabinet d'experts-comptables de réputation internationale, lesquels comptes comprendront une ventilation distincte et détaillée des dépenses relatives aux activités de bienfaisance menées à l'étranger, accompagnée de notes du vérificateur, au besoin, pour éclaircir certains points.

G. Éviter toute activité politique ayant pour objet de modifier la législation du territoire, puisque ces activités ne sont pas réputées charitables en droit et pourraient entraîner l'expulsion de la société de bienfaisance du pays étranger, voire même l'emprisonnement de ses dirigeants et de ses employés.

CAMPAGNES DE SOUSCRIPTION DE SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE

6.17

Par elle-même, la souscription de fonds n'est pas une fin charitable. Elle peut cependant être considérée comme l'un des pouvoirs accessoires de l'association de bienfaisance. Lorsque la souscription de fonds devient un objet principal de l'organisme, ou lorsqu'elle devient le gagne-pain d'un nombre important de ses membres, on peut sérieusement se demander si l'organisme est effectivement constitué pour réaliser exclusivement des fins charitables en droit. Dans certains cas où la souscription de fonds est devenue l'objet principal de l'organisme, la Cour de l'Ontario (Division générale) a désigné le Curateur public comme fiduciaire de l'actif et des activités de l'organisme.

Il est bon de retenir que, comparativement à la grande majorité des sociétés de bienfaisance honnêtes, un nombre relativement petit de personnes sans scrupules trompent la confiance du public en masquant leurs intérêts commerciaux personnels sous le couvert de la bienfaisance. Sachant cela, il nous revient donc à tous d'être vigilants lorsqu'on nous sollicite dans le cadre d'une campagne de souscription. Comme nous l'avons déjà indiqué à la section 6.16 du présent guide, si l'on a le moindre doute concernant une société de bienfaisance, il y a lieu, avant de lui faire un don, de communiquer avec la Direction des organismes de charité de Revenu Canada (1-800-267-2384) et avec la Division des biens aux fins de bienfaisance du Bureau du curateur public, (416) 314-2800.

Bien que les sociétés de bienfaisance ne soient pas tenues, à l'heure actuelle, de respecter aucune réglementation stricte ni aucune règle de conduite officielle lorsqu'elles se lancent dans une campagne de souscription, les organismes qui s'occupent directement de souscription de fonds auraient intérêt à donner à leurs pratiques de commercialisation, de publicité ou de relations publiques un caractère direct et honnête. Par exemple, sur demande, la société de bienfaisance indiquera la partie de chaque don qui servira à couvrir les frais de la campagne de souscription. En outre, elle doit être prête à fournir un exemplaire de ses derniers états financiers vérifiés à tout donateur éventuel. Mentionnons en passant qu'en ce qui concerne la préparation des états financiers, il y a lieu de séparer les frais de la campagne de souscription des frais d'administration généraux et d'inscrire, dans le bilan, les recettes nettes et brutes de la campagne de souscription.

Il convient aussi que les fiduciaires de sociétés de bienfaisance examinent attentivement toutes les répercussions de leurs activités liées à la souscription de fonds avant de se lancer dans une campagne particulière.

Soulignons le cas de cette société de bienfaisance qui, immédiatement après sa fondation, s'est lancée dans une campagne de souscription d'envergure nationale par l'entremise d'un conseiller professionnel et qui a vu son entreprise se transformer en cauchemar. Depuis six ans, cet organisme canalise toutes ses ressources et son énergie pour se défendre contre des poursuites judiciaires nombreuses et onéreuses. La société aurait pu éviter cette situation catastrophique, pour elle-même et ses administrateurs, en faisant un peu de recherche à l'avance.

Toute société de bienfaisance qui a l'intention d'inclure dans sa campagne de souscription des activités telles que les jeux de hasard, les tombolas ou les loteries doit obtenir les licences nécessaires de la Direction des loteries du ministère de la Consommation et du Commerce, 10, rue Wellesley est, Toronto (Ontario) M7A 2H8, (416) 326-8700. Comme la loi régissant les loteries et les jeux est assez complexe et qu'elle sort du cadre du présent guide, les fiduciaires ont intérêt à consulter directement la Direction des loteries à propos de ses exigences en matière d'enregistrement, d'octroi des licences et de comptabilité.

Les associations de bienfaisance qui s'occupent directement de souscription de fonds éviteront également les traquenards suivants :

A. Se lancer dans une campagne de souscription qui a déjà prêté flanc à la critique.

B. Se lancer dans une campagne de souscription qui entraîne au départ des dépenses importantes et qui ne peut réussir que si toutes les conditions sont idéales.

C. Utiliser des méthodes de souscription trop accrocheuses ou passionnées, qui provoquent souvent la méfiance et l'animosité du public.

Les fiduciaires qui retiennent les services d'un organisme de souscription au lieu de s'en remettre à leurs employés et à des bénévoles doivent être vigilants. Il ne faut pas oublier que les organisateurs de souscription professionnels exploitent une entreprise à but lucratif. Dès le départ, la société de bienfaisance doit communiquer avec la Direction des organismes de charité de Revenu Canada et la Division des biens aux fins de bienfaisance du Bureau du curateur public, ainsi qu'avec le Bureau d'éthique commerciale, pour savoir si les méthodes de l'entreprise de souscription ont donné lieu à des plaintes. La société de bienfaisance doit également demander à l'organisateur de souscription professionnel les noms d'au moins trois oeuvres de bienfaisance qu'il a représentées dernièrement, et demander à ces oeuvres de bienfaisance si elles ont été satisfaites des services reçus.

Une fois qu'ils auront choisi l'organisateur de souscription professionnel, les fiduciaires ont intérêt à demander à leur avocat de rédiger un contrat en bonne et due forme comportant les modalités suivantes :

A. Qu'il soit interdit à l'organisateur de souscription, ses employés et ses agents, d'induire le public en erreur en déclarant ou en laissant entendre, verbalement ou par écrit, qu'ils sont des employés de la société de bienfaisance.

B. Que soient établies les circonstances dans lesquelles l'organisateur de souscription peut utiliser la dénomination sociale de la société de bienfaisance.

C. Que l'organisateur de souscription, ses employés et ses agents soient tenus de divulguer au public, lors de chaque demande de fonds, soit verbalement, soit par écrit, que l'organisateur de souscription est un organisme professionnel.

Deuxièmement, la convention stipule que le souscripteur de la rente veillera à ce que le fiduciaire effectue les versements périodiques requis aux rentiers. Ainsi, si le fiduciaire ne peut à un certain moment continuer de servir les arrérages, la société de bienfaisance, du moins du point de vue du rentier, est tenue par contrat de le faire. Dans ces circonstances, on peut aussi se demander si les administrateurs de la société de bienfaisance qui ont approuvé le contrat assument une responsabilité personnelle.

Troisièmement, ces conventions stipulent d'ordinaire que la société financière peut retenir ses frais à même le capital de la rente. Ces déductions réduisent de façon considérable la valeur en capital de la rente et tout versement qui pourrait revenir à la société de bienfaisance dans l'avenir.

Une société de bienfaisance qui fait la souscription de rentes peut non seulement être en infraction vis-à-vis de la loi, mais également prendre des risques financiers importants pour n'obtenir en fin de compte que des résultats aléatoires. Par conséquent, les sociétés de bienfaisance qui ne sont pas à l'heure actuelle habilitées à faire souscrire des rentes ont intérêt à ne pas envisager une telle méthode de souscription de fonds.

BIBLIOGRAPHIE SUGGÉRÉE

6.19

A. SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE

Textes :

1. Keeton, G.W. and Sheridan, L.A., *The Modern Law of Charities*, 2nd ed., Belfast: Northern Ireland Legal Quarterly, 1971.
2. Picarda, Hubert, *The Law and Practice Relating to Charities*, London : Butterworths, 1977.
3. Maurice, Spencer G. and Parker, David B., *Tudor on Charities*, 7th ed., London: Sweet and Maxwell, 1984.
4. *Halsbury's Laws of England*, 4th ed., London: Butterworths, 1974, Vol. 5.
5. Waters, Donovan W.M., *Law of Trusts in Canada*, Chap. 14: "Charitable Trusts", 2nd ed., Toronto: Carswell, 1984.

Publications :

6. Publications de L'Association du barreau canadien
"The Charitable Mosaic", 27 septembre 1983
"The Law of Groups", 1^{er} novembre 1985
"Non-Share Capital Corporations", 17 octobre 1986
"Non-Share Capital Corporations - A Guide to Securing Letters Patent", 19 avril 1991
7. *The Canadian Encyclopedic Digest* (Ontario), 3rd ed., 1984, Title 24: "Charities"

Journaux :

8. *The Philanthropist/Le Philanthrope*, Toronto: The Agora Foundation

Rapports :

9. *Report of the Charity Commissioners for England and Wales*, London: Her Majesty's Stationery Office, (annually) 1960

• • • • • • • • • •

B. IMPÔT SUR LE REVENU ET SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE

1. Publications de Revenu Canada, voir section 6.10.4
2. Drache, Arthur B.C., *Canadian Taxation of Charities and Donations*, Don Mills: Richard De Boo Publishers, 1987.

C. FIDUCIES

Textes :

1. Keeton, George W., *The Law of Trusts*, London: Professional Books, 1974.
2. Lewin, Thomas, *Trusts*, 16th ed., London: Sweet and Maxwell, 1964.
3. Scott, Austin W., *The Law of Trusts*, 4th ed., Boston: Little, Brown, 1987.
4. Underhill, Sir Arthur., *Law Relating to Trusts and Trustees*, 13th ed., London: Butterworths, 1979.
5. Waters, Donovan W.M., *Law of Trusts in Canada*, 2nd ed., Toronto: Carswell, 1984.

Journaux :

6. *Estates and Trusts Quarterly*, Toronto: Carswell

Rapports :

7. Commission de la réforme du droit de l'Ontario, *Report on the Law of Trusts*, Ontario: Ministère du Procureur général, 1984, 2 volumes
8. *Estates and Trusts Reports*, Agincourt: Carswell Legal Publications

Publications :

9. La Société du barreau du Haut-Canada - Département de l'éducation "Executors and Trustees", novembre 1985, "Fiduciary Duties - A Matter of Trust", novembre 1986.

LISTE DES ANNEXES

• • • • • ANNEXE

A	EXEMPLE D'UNE REQUÊTE EN CONSTITUTION D'UNE PERSONNE MORALE À BUT NON LUCRATIF
B	ADRESSES DES DIRECTIONS DES COMPAGNIES AILLEURS AU CANADA
C	MAISONS DE RECHERCHE
D	MODÈLE DE DISPOSITIONS COURANTES SUR LES OBJETS DES PERSONNES MORALES SANS BUT LUCRATIF AUTRES QUE LES SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE (PARTIE III DE LA LOI SUR LES PERSONNES MORALES)
E	AUTORISATION ET ENGAGEMENT
F	RENSEIGNEMENTS À SOUMETTRE AU BUREAU DU CURATEUR PUBLIC
G	EXEMPLE D'AVIS DE RÉOLUTION SPÉCIALE PORTANT MODIFICATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS
H	EXEMPLE D'AVIS DE RÉOLUTION SPÉCIALE PORTANT LE CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL
I	MODÈLE DE DISPOSITIONS SUR LES OBJETS D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE NON CONSTITUÉE
J	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DEVANT FIGURER OBLIGATOIREMENT DANS LES LETTRES PATENTES D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE
K	POUVOIRS ACCESSOIRES ET CONNEXES

LISTE DES ANNEXES

• • • • • • • • • •

L

**EXEMPLE DE REQUÊTE EN
CONSTITUTION D'UN ORGANISME
DE BIENFAISANCE**

ANNEXE

"A"

For Ministry Use Only
À l'usage exclusif du ministère

Ontario Corporation Number
Numéro de l'association en Ontario

1

Trans Code A 18	Line No. 0 20	Stat 0 28	Comp Type B 30	Method Incorp. 1 30
Share N 31	Notice Req'd Y 32	Jurisdiction ONTARIO 33		

APPLICATION FOR INCORPORATION OF A CORPORATION WITHOUT SHARE CAPITAL
REQUÊTE EN CONSTITUTION D'UNE ASSOCIATION

Form 2
Corporations
Act
Formulaire
numéro 2
Loi sur les
compagnies et
associations

1. The name of the corporation is/Nom de l'association:

C	L	U	B		C	Y	C	L	I	S	T	E		C	A	N	V	E	L	O		/		C	A	N	V	E	L	O	
C	Y	C	L	I	S	T		C	L	U	B																				

2. The address of the head office of the corporation is/Adresse du siège social:

123, rue Nullepart, bureau 321

(Street & Number or R.R. Number & (if Multi-Office Building give Room No.)
(Rue et numéro ou R.R. et numéro et, s'il s'agit d'un édifice à bureaux, numéro du bureau)

Saint-Éloigné, Ontario

(Name of Municipality or Post Office)
(Nom de la municipalité ou du bureau de poste)

M 7 A 2 H 6
(Postal Code/Code postal)

3. The head office of the corporation is situated in/Le siège social se trouve à:

Ville de Saint-Éloigné

(Name of Municipality Geographical Township)
(Nom de la municipalité, canton)

in the
dans le

Comté du Lac Profond

(County District Regional Municipality)
(Comté, district, municipalité régionale)

4. Address of clubhouse or similar premises (if any) is:

Adresse du local de l'association ou autre endroit utilisé aux mêmes fins, s'il y a lieu:

La personne morale n'aura pas de local ou d'endroits analogues.

(Street & Number or R.R. Number & (if Multi-Office Building give Room No.)
(Rue et numéro ou R.R. et numéro et, s'il s'agit d'un édifice à bureaux, numéro du bureau)

(Name of Municipality or Post Office)
(Nom de la municipalité ou du bureau de poste)

(Postal Code/Code postal)

5. The applicants who are to be the first directors of the corporation are:
Requérants appelés à devenir les premiers administrateurs de l'association:

Name in full, including all first, middle names
Nom et prénoms au complet

Residence address, giving Street & No. or R.R. No. & Municipality or Post
Office and Postal Code
Adresse personnelle y compris la rue et le numéro ou la R.R. et le numéro
le nom de la municipalité ou du bureau de poste et le code postal

Jean-Pierre Daoust

54, rue du Guidon, app.17
Saint-Éloigné (Ontario) M7A 2H6

Henri LeBlanc

27, rue du Soleil
Belleplace (Ontario) M7A 2H6

Jean-Pierre Daoust

13, av. du Dérailleur
Saint-Éloigné (Ontario) M7A 2H6

07109 (09/88)

2.

6. The objects for which the corporation is incorporated are:
Objets pour lesquels l'association est constituée:

L'établissement et le fonctionnement d'un club de cyclisme dans le but:

- a) de promouvoir le cyclisme;
- b) d'organiser des compétitions et distribuer des prix et des récompenses;
- c) de promouvoir la bonne entente et l'esprit sportif;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec les objets ci-dessus.

ANNEXE

"A"

3.

7. The special provisions are/Dispositions particulières:

Conformément aux objets de la personne morale, elle acceptera les cadeaux, les dons et les legs.

La personne morale exercera ses activités sans but lucratif pour ses membres, et tous bénéfices ou autres gains seront affectés à la poursuite de ses fins.

07109 (09/88)

ANNEXE
“A”

8. The names and residence addresses of the applicants are:
Noms et adresses personnelles des requérants:

4.

Name in full, including all first, middle names Nom et prénoms au complet	Residence address, giving Street & No. or R.R. No. & Municipality or Post Office and Postal Code Adresse personnelle y compris la rue et le numéro ou la R.R. et le numéro et la municipalité ou le bureau de poste et le code postal	Calling (occupation) Profession
Jean-Pierre Daoust	54, rue du Guidon, app.17 Saint-Éloigné (Ontario) M7A 2H6	Chauffeur
Henri LeBlanc	27, rue du Soleil Belleplace (Ontario) M7A 2H6	Professeur
Jean-Pierre Daoust	13, av. du Dérailleur Saint-Éloigné (Ontario) M7A 2H6	Enseignant
Marie-Blanche Blanchette	100, av. du Dérailleur Saint-Éloigné (Ontario) M7A 2H6	Ingénieure
Paul Saint-Pierre	200, rue du Guidon Saint-Éloigné (Ontario) M7A 2H6	Manoeuvre

This application is executed in duplicate.
Cette requête est faite en double exemplaire.

Signatures of applicants/Signature des requérants

ANNEXE

“B”

ADRESSES DES DIRECTIONS DES COMPAGNIES AILLEURS AU CANADA

ALBERTA

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (403) 427-4064

Registrar of Corporations
Corporate Registry Consumer & Corporate Affairs
10365 - 97^e Rue - 8^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3W7

COLOMBIE- BRITANNIQUE

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (604) 387-5101

Registrar of Companies
Corporate and Central Registry
Ministry of Finance & Corporate Relations
940, rue Blanshard
Victoria (Colombie-Britannique)
V8W 3E6

CANADA

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (819) 997-1142

Directeur des corporations
Consommation et Affaires commerciales Canada
50, rue Victoria
Place du Portage
Phase II, 11^e étage
Hull (Québec)
K1A 0C9

MANITOBA

RENSEIGNEMENTS

**GÉNÉRAUX/RÉSERVATION DE DÉNOMINATION
SOCIALE (204) 945-2500**

Director
Corporations Branch
Department of Consumer & Corporate Affairs
1010 Édifice Woodsworth
405, avenue Broadway
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3L6

NOUVEAU- BRUNSWICK

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (506) 453-2703

Director
Corporate & Trust Affairs
Department of Justice
Édifice Centennial
C.P. 6000
Frédéricton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

**TERRE-NEUVE
ET LABRADOR**

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (709) 576-3317

Registrar of Deeds, Companies & Securities
Government of Newfoundland & Labrador
Department of Justice
C.P. 4750
Édifice Confederation
St-Jean (Terre-Neuve)
A1C 5T7

**TERRITOIRES
DU NORD-OUEST**

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (403) 873-7492

Registrar of Companies
Department of Justice
Government of the Northwest Territories
C.P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9

**NOUVELLE-
ÉCOSSE**

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (902) 424-7770

Registrar of Joint Stock Companies
Department of the Attorney General
1660, rue Hollis
Édifice Centennial
C.P. 1529
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2Y4

**ÎLE-DU-PRINCE
ÉDOUARD**

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (902) 368-4550

Director of Corporations
Corporations Division
Department of Justice
Édifice Shaw
73, rue Rochford
C.P. 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8

QUÉBEC

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (418) 643-3625

Directeur des entreprises
Inspecteur général des institutions financières
800, Place d'Youville
6^e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y5

• • • • • • • • • •

SASKATCHEWAN

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (306) 787-2962

Director
Corporations Branch
Department of Consumer and Commercial Affairs
1871, rue Smith
2^e étage
Regina (Saskatchewan)
S3P 3V7

YUKON

RENSEIGNEMENTS

GÉNÉRAUX (403) 667-5442

Registrar of Corporations
Department of Justice
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon)
Y1A 2C6

ANNEXE

“C”

MAISONS DE RECHERCHE

Les maisons de recherche sont des entreprises privées qui n'ont **AUCUN** lien avec le gouvernement de l'Ontario. Un arrangement commercial leur donne accès à la base de données NUANS* sur les dénominations sociales, marques de commerce et noms commerciaux en usage au Canada. Les honoraires et les services peuvent varier considérablement de l'une à l'autre. Il est par conséquent recommandé de les comparer avant d'arrêter votre choix.

La maison retenue vous soumettra en double exemplaire un rapport de recherche informatique sur les dénominations sociales. Pour rendre service à leurs clients, les maisons de recherche ont pour habitude d'attirer leur attention sur les dénominations sociales, raisons sociales, noms commerciaux ou marques de commerce qu'on pourrait confondre avec la dénomination choisie. (Il y a cependant lieu de noter que le fondateur est seul responsable du choix de la dénomination.)

Les maisons de recherche figurent dans les Pages Jaunes de l'annuaire téléphonique de votre localité, sous la rubrique **“Searchers of Records”**.

*NUANS - Système informatisé pour la recherche de dénominations sociales et de marques de commerce, propriété du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales du Canada.

MODÈLE DE DISPOSITIONS COURANTES SUR LES OBJETS DES PERSONNES MORALES SANS BUT LUCRATIF AUTRES QUE LES SOCIÉTÉS DE BIENFAISANCE (PARTIE III DE LA LOI SUR LES PERSONNES MORALES)

ATHLÉTISME ET SPORTS

A.

1. SPORTS AQUATIQUES : L'établissement et le fonctionnement d'un club de sports aquatiques dans le but

a) de promouvoir l'intérêt dans les jeux, le sport et les activités récréatives aquatiques;

b) d'organiser des concours et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

2. ATHLÉTISME : L'établissement et le fonctionnement d'un club d'athlétisme dans le but

a) de promouvoir les sports, les jeux et activités récréatives organisés liés à l'athlétisme et, en particulier, _____ ;

b) d'organiser des concours et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;

c) de promouvoir la bonne entente et l'esprit sportif; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

3. CURLING : L'établissement et le fonctionnement d'un club de curling dans le but

a) de promouvoir le curling;

b) d'offrir des installations pour pratiquer ce sport;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

4. CHASSE ET PÊCHE : L'établissement et le fonctionnement d'un club de chasse et pêche dans le but

a) d'encourager la pêche sportive organisée;

b) d'encourager la chasse sportive organisée;

c) de promouvoir la bonne utilisation et le soin des armes à feu;

d) de promouvoir l'étude des ressources en gibier et poisson de la région et leur protection;

e) de promouvoir les principes de l'esprit sportif;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

5. AVIATION : L'établissement et le fonctionnement d'un club d'aviation dans le but

a) de promouvoir le vol en avion;

b) de donner un enseignement et une formation dans le pilotage d'un avion et les connaissances connexes;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

• • • • • • • • •

6. GOLF : L'établissement et le fonctionnement d'un club de golf dans le but

- a) de susciter l'intérêt et promouvoir la participation dans le golf;
 - b) d'offrir des concours et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;
 - c) d'offrir une salle à manger, des salles de réunion, des vestiaires et des remises pour l'équipement, ainsi que toutes autres installations pour les membres et leurs invités;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

7. CENTRE DE CULTURE PHYSIQUE : L'établissement et le fonctionnement d'un centre de culture physique dans le but

- a) de susciter l'intérêt dans l'esthétique corporelle et la culture physique;
 - b) d'offrir des salles d'exercice et de réunion, des vestiaires et des remises pour l'équipement, ainsi que toutes autres installations pour les membres et leurs invités;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

8. HOCKEY: L'établissement et le fonctionnement d'un club de hockey dans le but

- a) de susciter l'intérêt dans le hockey amateur;
 - b) d'organiser des matchs et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

9. ÉQUITATION : L'établissement et le fonctionnement d'un club d'équitation dans le but

- a) de susciter l'intérêt dans l'équitation;
 - b) d'encourager l'élevage et le dressage de chevaux (et en particulier le parrainage d'un concours hippique annuel à _____);
 - c) d'organiser des concours et des compétitions entre diverses races de chevaux;
 - d) de promouvoir les bonnes qualités et les mérites des diverses races de chevaux;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

10. PATINAGE : L'établissement et le fonctionnement d'un club de patinage dans le but

- a) de promouvoir le patinage artistique;
 - b) d'organiser des cours et des démonstrations de patinage artistique;
 - c) d'organiser des concours et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

• • • • • • • • • •

11. MOTONEIGES : L'établissement et le fonctionnement d'un club de motoneiges dans le but

- a) de promouvoir la prudence en motoneige;
 - b) d'organiser des cours et des démonstrations de conduite de motoneige;
 - c) d'organiser des concours et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

12. NATATION : L'établissement et le fonctionnement d'un club de natation dans le but

- a) de promouvoir les sports aquatiques;
 - b) de permettre aux personnes intéressées dans les sports aquatiques de recevoir une solide formation dans cette discipline;
 - c) d'organiser des concours et des compétitions et de distribuer des prix et des récompenses;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

13. PLAISANCE : L'établissement et le fonctionnement d'un club de navigation de plaisance dans le but

- a) de développer et de promouvoir la navigation de plaisance;
 - b) de promouvoir les connaissances marines et la navigation par le biais de la navigation de plaisance;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

ARTS

B.

1. DANSE : La mise sur pied de festivals de danse dans le but de promouvoir le ballet et les arts connexes et d'y sensibiliser le public, ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

2. LITTÉRATURE : La création d'une fondation littéraire dans le but

- a) de promouvoir la création littéraire sous toutes ses formes;
 - b) d'accorder des prix et des récompenses;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

3. MUSIQUE : L'établissement d'un cercle musical dans le but

- a) de susciter l'intérêt dans les arts musicaux et d'en promouvoir l'étude et la pratique;
 - b) de promouvoir les conférences, concerts, cours et séminaires dans le domaine de la musique et des activités connexes;
 - c) d'organiser des concours et des concerts et distribuer des prix et des récompenses;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

• • • • • • • • •

4. PHOTOGRAPHIE : L'établissement et le fonctionnement d'un club de photographie dans le but de promouvoir la photographie, son étude et sa pratique, ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

5. THÉÂTRE : L'établissement et le fonctionnement d'un théâtre dans le but

- a) de susciter l'intérêt dans les arts dramatiques et connexes et d'en promouvoir la pratique;
 - b) de mettre sur pied une troupe de théâtre;
 - c) d'offrir des installations pour l'enseignement des arts dramatiques;
 - d) de promouvoir les connaissances et l'appréciation de la culture et des traditions théâtrales grâce à des représentations;
 - e) d'organiser annuellement des festivals d'arts dramatiques;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

6. AUTRES :

ORGANISMES PROFESSIONNELS ET D'AFFAIRES

C.

1. ORGANISME D'AFFAIRES : L'établissement et le fonctionnement d'un cercle des gens d'affaires dans le but de promouvoir les relations entre les personnes qui travaillent dans le monde des affaires à (secteur/endroit), ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

2. EMPLOYÉS : L'établissement et le fonctionnement d'une association d'employés dans le but

- a) de promouvoir les intérêts et le bien-être des employés de _____;
 - b) d'organiser des manifestations culturelles, éducatives et récréatives pour ses membres;
 - c) de veiller au bien-être des employés et des anciens employés de _____ et des personnes à leur charge, par le biais de dons, pensions et assurances;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

3. ASSOCIATION DE MARCHANDS : L'établissement et le fonctionnement d'une association de marchands dans le but

- a) d'attirer des clients à (nommer l'endroit) et créer une ambiance qui incitera les clients à revenir;
 - b) de promouvoir et d'encourager le service affable et courtois;
 - c) de promouvoir et d'encourager les pratiques commerciales loyales;
- ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

4. ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

(PROFESSIONS LIBÉRALES) : L'établissement et le fonctionnement d'une association professionnelle de **(préciser)** dans le but

a) d'unir les membres de cette profession et de protéger le caractère et le statut de cette profession, de promouvoir le respect de la déontologie de cette profession, ainsi que de régler des questions de pratique professionnelle et de respect entre les membres de la profession;

b) de maintenir et d'améliorer les compétences et les normes au sein de la profession;

c) d'échanger des renseignements qui pourraient être utiles à tous les membres;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

5. ASSOCIATION PROFESSIONNELLE (MÉTIER) :

L'établissement et le fonctionnement d'une association professionnelle de **(préciser)** dans le but

a) de promouvoir et de protéger les intérêts et les droits des personnes qui pratiquent ce métier et des activités connexes;

b) d'assurer l'uniformité de l'usage de la tradition et des conditions du métier;

c) de protéger les intérêts commerciaux de ses membres,

d) de fournir des renseignements sur le financement et des statistiques intéressant les personnes qui exercent ce métier;

e) de maintenir et d'améliorer la compétence et les normes du métier;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

6. AUTRES :

COLLECTIVITÉ

D.

1. ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE : L'établissement et le fonctionnement d'un organisme communautaire dans le but

a) de promouvoir l'esprit communautaire;

b) de promouvoir les activités dans le domaine du sport, des arts, des loisirs, de l'éducation, des services de secours en cas d'urgence, des services sociaux et d'autres activités communautaires;

c) d'établir et d'entretenir un foyer communautaire;

d) d'offrir aux adultes de la collectivité, les installations et l'équipement nécessaires à des activités éducatives, récréatives et sportives;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

2. CENTRE COMMUNAUTAIRE : L'établissement et le fonctionnement d'un centre communautaire dans le but

a) de promouvoir les intérêts de la collectivité en général;

b) de susciter l'intérêt au sein de la collectivité dans les activités athlétiques, sportives et récréatives en établissant et maintenant des installations et un équipement à cette fin;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

• • • • •

3. CERCLE COMMUNAUTAIRE : L'établissement d'un cercle communautaire dans le but

- a) de promouvoir l'esprit communautaire et d'exercer des activités de nature morale, bénévole et sociale pour les résidents de _____ ;
- b) d'organiser des manifestations culturelles et récréatives; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

4. PROTECTION DE LA NATURE : L'établissement et le fonctionnement d'une association de protection de la nature dans le but

- a) de réunir toutes les personnes qui s'intéressent à la protection de la flore, de la faune et des beautés naturelles de (endroit), ainsi qu'à l'embellissement, la protection et l'extension de ses parcs et espaces verts;
- b) de favoriser l'échange d'idées et d'information statistique, scientifique, horticole et botanique;
- c) d'assurer la protection et de promouvoir l'appréciation de notre environnement naturel; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

5. CLUB ETHNIQUE : L'établissement et le fonctionnement d'un club ethnique dans le but

- a) de réunir les résidents de l'Ontario qui sont d'origine _____ ;
- b) de préserver et perpétuer les traditions de _____ ;
- c) de parrainer des manifestations littéraires, musicales, éducatives et culturelles, ainsi que des festivals, spectacles et congrès pour la promotion des personnes appartenant à ce groupe ethnique;
- d) de promouvoir les intérêts des membres et le secours mutuel au besoin;
- e) d'établir et d'entretenir un centre d'activités culturelles pour les Canadiens de cette origine ethnique résidant en Ontario; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

6. CLUB D'ÉTUDIANTS : L'établissement et le fonctionnement d'un club d'étudiants dans le but

- a) de promouvoir les intérêts communs des membres;
- b) d'établir des locaux pour ses membres offrant les avantages habituels d'un club et des salles pour le divertissement et l'hébergement de ses membres et de leurs invités; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

7. CERCLE HISTORIQUE : L'établissement et le fonctionnement d'un cercle historique dans le but

- a) de susciter l'intérêt du public dans l'histoire de (endroit) et d'encourager la recherche dans ce domaine;
- b) de promouvoir et de mener des activités de recherche historique et archéologique;
- c) de maintenir une bibliothèque et un musée; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

8. ASSOCIATION DE PARENTS D'ÉLÈVES :

L'établissement et le fonctionnement d'une association de parents d'élèves dans le but

a) de promouvoir l'étude des difficultés chez des enfants et de favoriser la création et l'élaboration de meilleures conditions pour la formation des enfants;

b) de réunir les parents et les enseignants des élèves qui fréquentent les écoles de _____ ;

c) de collaborer avec les conseils scolaires et les autres associations de parents d'élèves;

d) de suggérer des mesures progressives aux conseils scolaires, conseils d'éducation et au ministère de l'Éducation, et de sensibiliser l'opinion publique aux réformes et à la promotion de ces mesures; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

9. LOBBYING : L'établissement et le fonctionnement d'une organisation de *lobbying* dans le but

a) de rallier l'appui du public canadien pour l'adoption/l'annulation par le gouvernement d'une loi régissant le _____;

b) de soumettre des mémoires au gouvernement pour l'adoption/l'annulation de cette loi;

c) d'appuyer le gouvernement en diffusant les renseignements obtenus à la suite de recherches menées sous l'égide de l'association;

d) de coordonner les activités de l'association avec celles d'organismes, sociétés et particuliers qui ont des buts analogues au Canada; ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

10. RECHERCHE / SCIENCE : L'établissement et le fonctionnement d'une association de recherche/science dans le but

a) d'effectuer des recherches techniques, statistiques et scientifiques dans les domaines commerciaux, industriels, culturels et scientifiques;

b) d'assurer la recherche et la mise au point de produits et de méthodes de fabrication et de distribution;

c) de promouvoir la science de _____ et les connaissances dans ce domaine;

d) de tenir des conférences, réunions et expositions pour discuter des problèmes de _____ et échanger les points de vue;

e) de créer des projets scientifiques;

f) d'établir une bibliothèque ou collection de livres ou d'autres publications traitant de _____;

g) d'établir et d'entretenir des locaux appropriés pour permettre à l'association de réaliser ses objets;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

• • • • • • • • •

11. RÉSIDENTS : L'établissement et le fonctionnement d'une association de résidents dans le but

a) de promouvoir les intérêts culturels et sociaux des propriétaires et des résidents saisonniers et permanents de la région de _____ dans la province de l'Ontario;

b) d'effectuer de la recherche dans les problèmes liés à la propriété, la mise en valeur, la gestion, le financement et la promotion des biens immobiliers dans la région;

c) de promouvoir les activités aquatiques, sportives, physiques, sociales et culturelles parmi les résidents de la région;

d) d'ouvrir et d'entretenir des chemins privés réservés aux membres et à leurs invités;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

12. CLUB PHILANTHROPIQUE : L'établissement et le fonctionnement d'un club philanthropique dans le but

a) de promouvoir les intérêts civiques, commerciaux, sociaux et moraux de la collectivité;

b) de fournir une tribune favorisant la discussion de toutes les questions d'intérêt public;

c) de susciter l'intérêt dans le bien-être du monde entier et les relations internationales;

d) de promouvoir les principes que doivent respecter tout bon gouvernement et tout bon citoyen;

e) de réunir toutes les personnes intéressées par les liens d'amitié, de bonne entente et de compréhension mutuelle;

f) d'encourager et d'effectuer le travail social;

g) d'améliorer et de promouvoir l'honnêteté dans les affaires et les professions libérales;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

13. CLUB SOCIAL : L'établissement et le fonctionnement d'un club social dans le but

a) de fournir des locaux pour le bénéfice des membres et de leurs invités;

b) d'organiser des manifestations sociales et culturelles;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

14. ORGANISME DE SERVICES SOCIAUX :

L'établissement et le fonctionnement d'un organisme de services sociaux dans le but de favoriser le travail social et le bien-être des jeunes, ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

• • • • • • • • • •

15. AFFAIRES FÉMININES : L'établissement et le

fonctionnement d'un organisme voué aux affaires féminines dans le but

a) de promouvoir les intérêts des femmes dans tous les aspects de la vie quotidienne;

b) de fournir une tribune pour la discussion des questions publiques concernant les femmes;

ainsi que de réaliser tous autres objectifs accessoires compatibles avec ces objets.

16. AUTRES :

D'après *Canada Corporation Manual*, "Capacity-Powers" (Form IV.5), Kingston and Grover (eds.), Richard De Boo, Toronto.

et

O'Brien's Encyclopedia of Forms, "Corporations" (Vol. 5), Weinberg (ed.), Part IV, Ch. 24, Canada Law Book, 10^e édition, Toronto, 1975.

ANNEXE

"E"

AUTORISATION ET ENGAGEMENT

COPIE CERTIFIÉE CONFORME D'UNE RÉOLUTION

ANNEXE "E"

AUTORISATION ET ENGAGEMENT

COPIE CERTIFIÉE CONFORME D'UNE RÉOLUTION

QU'IL SOIT RÉSOLU que

a) _____
(nom de l'un des requérants)

et d'autres personnes sont autorisés à
demander la constitution d'une personne
morale sans capital-actions portant la
dénomination sociale de

(dénomination sociale de la personne morale
devant être constituée)

b) _____
(dénomination sociale de l'organisme non
constitué)

s'engage à cesser d'utiliser son ancienne
dénomination sociale dans les six mois qui
suivent sa constitution en personne morale.

(Signature)

J'ATTESTE QUE LE PRÉSENT DOCUMENT est une copie conforme
de la résolution des membres de

(dénomination sociale de l'organisme non constitué)

adoptée à la réunion dudit organisme le _____
(date)

FAIT LE _____

(Signature)
Secrétaire

ANNEXE

“F”

RENSEIGNEMENTS À SOUMETTRE AU BUREAU DU CURATEUR PUBLIC

Les associations de bienfaisance et autres qui reçoivent ou détiennent des biens aux fins de bienfaisance sont tenues de communiquer au Curateur public les renseignements prévus aux articles 1 et 2 de la Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance, L.R.O. 1990, chap. C.10. Cette obligation est distincte de l'obligation de rendre compte prévue par d'autres textes, par exemple celle que prévoit la Loi de l'impôt sur le revenu vis-à-vis du ministère du Revenu du Canada.

Le Bureau du curateur public se fonde sur ces renseignements pour s'assurer de l'observation des règles juridiques applicables en la matière, pour informer telle ou telle société de bienfaisance des legs qui lui reviennent, et pour repérer celles qui seraient admissibles à recevoir des fonds ou des biens provenant de sociétés de bienfaisance qui ont cessé d'exister.

Les donateurs et ceux qui envisagent d'assurer un financement se renseignent souvent auprès du Curateur public pour savoir si la société de bienfaisance concernée est en règle au regard de la Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance.

Les renseignements et documents que toute société de bienfaisance doit communiquer en application de la Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance sont indiqués en détail ci-dessous. Examiner attentivement la liste et retenir le présent texte pour usage ultérieur.

Communiquer sans tarder les documents et renseignements requis à l'origine (indiqués aux numéros 1a), 2a), 3a), 4a) et 5). À l'avenir, communiquer immédiatement sur demande les autres documents et renseignements requis (numéros 1b), 2b), 3b) et 4b)).

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS À COMMUNIQUER

1. a) copie du document constituant ou régissant l'association ou la fiducie de bienfaisance (par exemple, lettres patentes, acte de fiducie, testament, statuts, etc.) et de tout document modificatif subséquent;

b) à l'avenir, copie de tout document opérant ou consignait les modifications, au fur et à mesure.

2. L'adresse et l'adresse postale de l'association ou de la fiducie de bienfaisance, ainsi que les nom, adresse et adresse postale de ses fiduciaires, administrateurs et dirigeants :

a) pour chacun de ses trois derniers exercices en date (ou depuis sa constitution, si celle-ci a eu lieu il y a moins de trois ans); et

b) à l'avenir, tous les changements survenus, au fur et à mesure.

• • • • • • • • • •

3. Copie des états financiers annuels de l'association ou de la fiducie de bienfaisance, avec explication du mode d'action :

a) pour chacun de ses trois derniers exercices en date (ou depuis sa constitution, si celle-ci a eu lieu il y a moins de trois ans); et

b) à l'avenir, chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les états financiers doivent être vérifiés et porter la signature d'au moins deux fiduciaires ou administrateurs ainsi que du vérificateur. S'ils ne sont pas vérifiés, il faut y joindre une explication justificative et les faire signer par tous les fiduciaires ou administrateurs.

Les états financiers doivent revêtir la forme d'un sommaire qui présente néanmoins tous les renseignements nécessaires. Il ne suffit pas de produire des états établis selon le modèle commercial et avec le vocabulaire des affaires. Il faut donner les détails propres à démontrer que les fins de bienfaisance déclarées sont effectivement poursuivies. Il est recommandé d'y joindre des notes explicatives sur la nature unique des activités de l'association, de façon à établir le lien entre celles-ci et les renseignements communiqués et de rendre ces derniers compréhensibles. Il faut spécifier les opérations qui n'aient pas été effectuées sans lien de dépendance. Si l'association a entrepris plusieurs activités ou projets de bienfaisance à la fois, les états financiers doivent les distinguer les uns des autres.

L'administration d'une oeuvre de bienfaisance comporte des éléments inhérents de fiducie, qui ajoutent à la responsabilité civile de ses fiduciaires, administrateurs et dirigeants. Il leur incombe de démontrer de quelle façon les activités réelles de l'association poursuivent les fins de bienfaisance énoncées dans son acte constitutif. Une vérification judiciaire ordonnerait la divulgation intégrale de toutes les facettes des activités.

4. Tous les noms légaux ou communs sous lesquels l'association ou le fonds de bienfaisance :

a) a été ou est connu ou appelé;

b) sera connu ou appelé à l'avenir.

5. Le numéro d'enregistrement attribué par le ministère du Revenu du Canada aux fins du crédit d'impôt pour dons de charité. Si le ministère n'a pas attribué ou a révoqué ce numéro, expliquer pourquoi.

ANNEXE

"G"

EXEMPLE D'AVIS DE RÉOLUTION SPÉCIALE PORTANT MODIFICATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS

ANNEXE "G"

EXEMPLE D'AVIS DE RÉOLUTION SPÉCIALE PORTANT
MODIFICATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS :

Objet : (nom de la personne morale) Numéro de
la personne morale en Ontario _____

Avis est donné par les présentes que le nombre
des administrateurs de (dénomination sociale de
la personne morale) a été (porté) (ramené) de
_____ à _____ par résolution spéciale ratifiée
par les membres de la personne morale le
_____ 19 ____ .

Fait le _____ 19 ____ .

(Signature)

Secrétaire

Dans les quatorze jours qui suivent la ratification de la
résolution par ses membres, la personne morale est tenue

- 1) de soumettre à la Direction des compagnies
du ministère de la Consommation et du
Commerce et
- 2) de publier dans la Gazette de l'Ontario

l'avis de résolution spéciale signé de la main d'un
dirigeant ou d'un administrateur.

Pour permettre de microfilmer l'avis, prière de le
rédiger sur du papier blanc d'environ 210 mm sur 297 mm
(8 1/2 po sur 11 po) avec une marge de 30 mm (1 1/4 po) à
gauche.

Pour faire publier l'avis de résolution spéciale dans la
Gazette de l'Ontario, prière de l'envoyer directement à
l'Imprimeur de la Reine, 880, rue Bay, 5^e étage, Toronto
(Ontario) M7A 1N8.

ANNEXE

"H"

EXEMPLE D'AVIS DE RÉOLUTION SPÉCIALE PORTANT LE CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL

ANNEXE "H"

EXEMPLE D'AVIS DE RÉOLUTION SPÉCIALE PORTANT LE
CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :

Objet : (nom de la personne morale) Numéro de
la personne morale en Ontario _____

Avis est donné par les présentes que l'adresse
du siège social (dénomination sociale de la
personne morale) a été changée de
(municipalité) à (municipalité) par résolution
spéciale ratifiée par les membres de la
personne morale le _____ 19 ____ .

Fait le _____ 19 ____ .

(Signature)

Secrétaire

Dans les quatorze jours qui suivent la ratification de la
résolution par ses membres, la personne morale est tenue

- 1) de soumettre à la Direction des compagnies
du ministère de la Consommation et du
Commerce et
- 2) de publier dans la Gazette de l'Ontario

l'avis de résolution spéciale signé de la main d'un
dirigeant ou d'un administrateur.

Pour permettre de microfilmer l'avis, prière de le
rédiger sur du papier blanc d'environ 210 mm sur 297 mm
(8 1/2 po sur 11 po) avec une marge de 30 mm (1 1/4 po) à
gauche.

Pour faire publier l'avis de résolution spéciale dans la
Gazette de l'Ontario, prière de l'envoyer directement à
l'Imprimeur de la Reine, 880, rue Bay, 5^e étage, Toronto
(Ontario) M7A 1N8.

ANNEXE

“I”



MODÈLE DE DISPOSITIONS SUR LES OBJETS D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE NON CONSTITUÉE

LISTE

1. ORGANISMES RELIGIEUX
2. SOCIÉTÉ ALZHEIMER
3. CENTRES COMMUNAUTAIRES
4. CENTRES DE SOINS COMMUNAUTAIRES
5. ORCHESTRES COMMUNAUTAIRES
6. ORGANISMES DE PRÉVENTION DU CRIME
7. GARDERIES ET “CENTRES DE GARDE DE JOUR”
8. ORGANISMES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
9. FONDATIONS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE
10. SOINS À DOMICILE POUR LES HANDICAPÉS ET LES IMMOBILISÉS
11. FOYERS POUR LES DÉFICIENTS MENTAUX
12. RÉSIDENCES POUR LES JEUNES CONTREVENANTS
13. HÔPITAUX
14. SERVICES DE SOUTIEN AUX IMMIGRANTS
15. LOGEMENTS À LOYER MODIQUE
16. ASSOCIATIONS POUR DÉFICIENTS MENTAUX
17. ORGANISMES OEUVRANT DANS LE DOMAINE DES ARTS DU SPECTACLE

- 18. **ORGANISMES ENGAGÉS DANS LA PRÉVENTION DES AGRESSIONS SEXUELLES À L'ÉGARD D'ENFANTS ET LE TRAITEMENT DES VICTIMES**
- 19. **ORGANISMES D'AIDE AUX INDIGENTS**
- 20. **FONDATAIONS POUR L'OCTROI DE BOURSES D'ÉTUDES ET OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION**
- 21. **CENTRES DE RECYCLAGE ET D'EMPLOI**
- 22. **CENTRES POUR PERSONNES ÂGÉES**
- 23. **FOYERS POUR PERSONNES ÂGÉES**
- 24. **ORGANISMES DU TYPE CENTRAIDE**
- 25. **FONDATAIONS**
- 26. **PROGRAMME DE PARENTS-SECOURS**
- 27. **ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE RECYCLAGE ET LA RÉDUCTION DES DÉCHETS À LA SOURCE**
- 28. **ORGANISMES DU TYPE DES ASSOCIATIONS DES GRANDS FRÈRES OU GRANDES SOEURS**
- 29. **RÉSIDENCES POUR LES CONTREVENANTS ADULTES (CENTRES DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES)**
- 30. **ORGANISATIONS DU TYPE TRAUMATISMES CRÂNIENS**
- 31. **ORGANISATIONS DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE**
- 32. **BANQUES ALIMENTAIRES**
- 33. **FOYERS DU MARIN**
- 34. **REFUGES POUR VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE**

• • • • • • • • • •

ÉBAUCHE DE DISPOSITIONS RELATIVES AUX OBJETS PRINCIPAUX (FAISANT PARTIE DE LA RUBRIQUE 6 DE LA REQUÊTE)

1. ORGANISMES RELIGIEUX :

a) Prêcher, promouvoir et propager les enseignements spirituels de (préciser le culte), en pratiquant les rites, doctrines et principes religieux de ce culte.

b) Soutenir et subvenir aux besoins des missions et des missionnaires afin de propager ce culte.

(Inclure ce qui suit sous la rubrique 7 de la requête.)

Aux fins susmentionnées et à des fins accessoires :

(I) Acquérir et détenir un bien-fonds comme lieu du culte, lieu de résidence de son chef religieux, lieu de sépulture ou cimetière, séminaire ou institution analogue d'instruction religieuse.

(II) Exploiter un bureau d'imprimerie ou d'édition dans le but d'imprimer, publier et diffuser des livres, revues, journaux et autres documents religieux directement liés aux objets charitables.

2. SOCIÉTÉ ALZHEIMER :

a) Sensibiliser le public sur la maladie d'Alzheimer, offrir des services de soutien aux familles touchées par cette maladie, publier et disséminer l'information la concernant et coordonner les soins médicaux et les services sociaux destinés aux personnes souffrant de cette maladie.

b) Lancer des campagnes de souscription pour financer la recherche sur la cause et la cure de la maladie d'Alzheimer.

3. CENTRES COMMUNAUTAIRES :

Établir et exploiter un centre communautaire à (préciser l'endroit), dans le but d'offrir des ateliers, des programmes et des activités sportives, théâtrales, artistiques, musicales, artisanales, récréatives et de loisirs au grand public.

4. CENTRES DE SOINS COMMUNAUTAIRES :

Exploiter un centre de soins communautaire (préciser l'endroit) dans le but d'offrir des soins médicaux, des services de santé et des services d'appoint à l'ensemble de la collectivité, particulièrement pour répondre aux besoins des personnes âgées ou handicapées.

5. ORCHESTRES COMMUNAUTAIRES :

a) Mettre sur pied, entretenir, équiper et diriger un orchestre communautaire dans la ville de (préciser).

b) Présenter des concerts, ainsi que des expositions et des colloques sur la musique.

6. ORGANISMES DE PRÉVENTION DU CRIME :

a) Éduquer et sensibiliser le grand public sur le plan de la prévention du crime et de la protection des personnes et des biens par l'entremise de séminaires, conférences et programmes de quartier portant sur la prévention du crime.

b) Promouvoir et stimuler un niveau élevé de collaboration entre le public et la police en encourageant la diffusion d'information susceptible de résoudre les crimes et de prévenir leur perpétration.

(Inclure ce qui suit sous la rubrique 7 de la requête.)

À titre d'objets accessoires, offrir, sur recommandation de la police, des récompenses en espèces pour les renseignements concernant la perpétration d'un crime.

7. GARDERIES ET "CENTRES DE GARDE DE JOUR":

a) Établir et exploiter une garderie sans but lucratif (ou centre de garde de jour) pour les enfants de la collectivité qui sont physiquement handicapés, perturbés socio-affectifs, déficients mentaux ou indigents.

- ou -

a) Établir et exploiter une garderie (ou centre de garde de jour) en collaboration avec l'organisme de bienfaisance suivant (prière de préciser le nom de l'organisme de bienfaisance).

- ou -

a) Établir et exploiter une garderie sans but lucratif agréée en vertu de la Loi sur les garderies pour l'éducation, l'orientation et la garde d'enfants.

OBJETS COMPLÉMENTAIRES FACULTATIFS

b) Mettre sur pied et lancer des programmes publics, conférences et séminaires sur la garde d'enfants à l'intention de l'ensemble de la collectivité et destinés particulièrement aux parents, gardiens d'enfants, enseignants et autres personnes qui prennent soin des enfants.

c) Offrir une formation et de l'expérience pratiques aux étudiants des programmes d'éducation sur la garde des enfants.

d) Élaborer, en collaboration avec d'autres organismes publics, organismes de bienfaisance ou établissements d'enseignement, des programmes sur la garde d'enfants.

8. ORGANISMES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

a) Préserver, protéger, restaurer et améliorer les ressources naturelles et l'environnement de (préciser la région).

b) Encourager et promouvoir une meilleure compréhension des ressources naturelles et de l'environnement et de leur valeur pour l'amélioration de la qualité de notre vie, en offrant des conférences, séminaires et colloques sur la diffusion de renseignements sur des questions traitant de l'environnement et de sa protection.

c) Organiser des séminaires, conférences et tribunes publiques sur la flore, la faune, l'hydrologie et la géologie de la région.

9. FONDATIONS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE :

a) Préserver notre patrimoine historique en offrant des programmes éducatifs pour sensibiliser le public à l'utilité de nos immeubles et édifices historiques.

- ou -

b) Acheter, entretenir et préserver des immeubles historiques et permettre au public de les visiter.

10. SOINS À DOMICILE POUR LES HANDICAPÉS ET LES IMMOBILISÉS :

Offrir des services de soutien aux immobilisés et aux handicapés, tels que les

soins personnels, des services d'aide ménagère, des services de repas à domicile, des soins infirmiers et des services d'emmaillonnages.

11. FOYERS POUR LES DÉFICIENTS MENTAUX :

a) Offrir un foyer au sein de la collectivité, un programme de traitement à l'école et un suivi pour les personnes qui souffrent de troubles affectifs ou de déficience mentale.

- ou -

a) Offrir des logements sans but lucratif et un milieu stable aux déficients mentaux.

OBJETS SUPPLÉMENTAIRES FACULTATIFS

b) Offrir des conseils d'initiation à la vie quotidienne et autres services de soutien, afin de rendre les déficients mentaux plus autonomes au sein de la collectivité.

c) Offrir une formation et de l'aide aux handicapés en vue de leur permettre d'obtenir un emploi rémunérateur.

d) Élaborer, en collaboration avec d'autres organismes de bienfaisance, organisations communautaires à but non lucratif et organismes publics, des programmes récréatifs, éducationnels ou de réinsertion sociale à l'intention des déficients mentaux.

12. RÉSIDENCES POUR LES JEUNES CONTREVENANTS :

a) Offrir des résidences aux jeunes contrevenants qui ont été condamnés à une peine de garde en milieu ouvert par les tribunaux et leur offrir la possibilité de se réintégrer à la société par le biais de programmes comme l'initiation à la vie quotidienne, le rattrapage scolaire, la préparation à l'emploi, les soins personnels et l'hygiène corporelle, l'emploi utile de ses heures de loisir, les conseils et les traitements en toxicomanie et autres programmes spécialisés selon les besoins.

b) Promouvoir une meilleure compréhension au sein de la collectivité des problèmes des jeunes contrevenants dans le but d'encourager la participation à la réinsertion sociale des jeunes contrevenants à titre de membres productifs de la société.

13. HÔPITAUX :

a) Établir, équiper, doter en personnel et exploiter un hôpital public, notamment, un centre de soins actifs, une unité de soins de longue durée, un centre de soins communautaire, un service de consultations externes, un service de réadaptation et de physiothérapie et une résidence pour personnes âgées.

b) Exploiter un laboratoire, un centre de recherches, une pharmacie ou une officine.

c) Participer à toutes les phases de l'éducation sur les soins de santé, notamment l'éducation des médecins, chirurgiens-dentistes, personnel infirmier et paramédical.

14. SERVICES DE SOUTIEN AUX IMMIGRANTS :

Offrir l'instruction et les conseils nécessaires aux immigrants nécessiteux, en français ou en anglais, et dans leur langue maternelle, par l'entremise d'un cours de langue et de formation à l'emploi.

15. LOGEMENTS À LOYER MODIQUE :

Offrir et exploiter des logements sans but lucratif et des installations connexes réservés aux personnes à faible revenu, aux personnes âgées ou handicapées.

16. ASSOCIATIONS POUR DÉFICIENTS MENTAUX :

a) Soutenir et encourager les déficients mentaux en offrant des programmes d'épanouissement personnel et d'insertion dans la collectivité.

b) Encourager et soutenir la recherche médicale et scientifique et l'étude des causes de la déficience mentale pour favoriser la prévention, le traitement et la rééducation.

c) Promouvoir une meilleure compréhension au sein de la collectivité des problèmes des déficients mentaux dans le but d'encourager le respect de leurs droits et de leur dignité.

d) Élaborer et mettre sur pied des programmes d'éducation à la vie familiale en tenant compte particulièrement des besoins du déficient mental.

17. ORGANISMES OEUVRANT DANS LE DOMAINE DES ARTS DU SPECTACLE :

Éduquer et sensibiliser le public aux arts d'interprétation en offrant des représentations théâtrales dans les parcs publics, foyers pour personnes âgées, églises, centres communautaires et établissements d'enseignement.

18. ORGANISMES ENGAGÉS DANS LA PRÉVENTION DES AGRESSIONS SEXUELLES À L'ÉGARD D'ENFANTS ET LE TRAITEMENT DES VICTIMES :

a) Éduquer le public, les professionnels, les parents et autres personnes ayant la garde d'enfants sur la façon de prévenir et de trouver des solutions plus efficaces aux agressions sexuelles à l'égard des enfants, en offrant des cours, séminaires, conférences, réunions, des réseaux téléphoniques, des services de collecte et de dissémination de renseignements et des services d'aiguillage.

b) Offrir des programmes de consultation et de traitement aux familles dont l'un des enfants a été victime d'une agression sexuelle.

c) Apprendre aux enfants à reconnaître ce qu'est une agression sexuelle, ainsi que les mesures à prendre dans de tels cas.

19. ORGANISMES D'AIDE AUX INDIGENTS :

a) Combattre la pauvreté (préciser la région ou le pays) en appuyant les efforts de développement de la collectivité locale dans le domaine de la santé, du transport, des communications, du traitement de l'eau, des ressources énergétiques et de l'agriculture.

b) Promouvoir la santé dans la collectivité en sensibilisant le public à la prévention et au traitement de la plupart des problèmes de santé les plus communs et en menant une recherche bien documentée sur les changements dans l'état de santé de la collectivité.

c) Améliorer la qualité de l'eau potable.

d) Améliorer les connaissances de base dans le reboisement, l'agronomie et l'horticulture et encourager la protection de l'environnement.

20. FONDATIONS POUR L'OCTROI DE BOURSES D'ÉTUDES ET OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION :

a) Créer et maintenir un ou plusieurs fonds et apporter la totalité ou une partie de ces fonds, ainsi que leur revenu, à des fins charitables de nature éducative : notamment, offrir des bourses, des prix et de l'aide financière aux élèves d'écoles élémentaires et secondaires, particulièrement à ceux qui, sans cette aide, ne pourraient poursuivre leurs études. Fournir l'équipement, les meubles, le matériel pédagogique, et les fournitures nécessaires aux établissements d'enseignement du Canada et de l'étranger qui sont également enregistrés en tant qu'organismes de charité en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, principalement aux institutions qui offrent un enseignement correctif aux élèves qui souffrent de troubles de la perception ou de difficultés d'apprentissage.

b) Mettre sur pied des programmes éducatifs pour promouvoir les connaissances en ce qui concerne les méthodes et le matériel pédagogiques par le biais de la recherche, de l'éducation, de la publication et de la distribution de livres, journaux, rapports, périodiques et brochures, et fournir des fonds aux organismes de bienfaisance qui s'occupent de tels programmes.

21. CENTRES DE RECYCLAGE ET D'EMPLOI :

a) Établir et exploiter un centre communautaire de formation et d'emploi sans but lucratif à l'intention des chômeurs.

b) Offrir des programmes de consultation et d'instruction dans la rédaction de curriculum vitae, la recherche d'un emploi et la préparation aux entrevues auprès d'employeurs éventuels.

c) Offrir des services de consultation et d'appoint aux chômeurs chroniques.

d) Élaborer, en collaboration avec d'autres organismes publics et privés de bienfaisance sans but lucratif, des programmes de recyclage et d'éducation à l'intention des chômeurs.

e) Mettre sur pied des programmes de formation à l'emploi pour le chef de famille monoparentale qui se prépare à réintégrer la population active après une longue période d'absence.

22. CENTRES POUR PERSONNES ÂGÉES :

Établir et exploiter un centre pour personnes âgées en offrant des activités et des programmes récréatifs, sociaux, culturels et éducatifs.

23. FOYERS POUR PERSONNES ÂGÉES :

Établir et exploiter des logements réservés aux personnes âgées qui sont invalides, nécessiteuses ou qui souffrent de déficience mentale.

24. ORGANISMES DU TYPE CENTRAIDE :

a) Recevoir et maintenir des fonds et autres biens et affecter la totalité ou une partie de ces fonds, ainsi que leur revenu, à des fins charitables et à des oeuvres de bienfaisance dans (préciser la région).

b) Augmenter l'efficacité des organismes de bienfaisance et de leur oeuvre en leur offrant des conseils et des services de soutien sous forme de bénévolat, de gestion interne et de programmes administratifs et fonctionnels. (Inclure ce qui suit sous la rubrique 7 de la requête.)

Aux fins susmentionnées et à des fins accessoires :

(I) Favoriser la collaboration entre les organismes municipaux, provinciaux et fédéraux qui desservent la collectivité.

(II) Encourager et promouvoir le bénévolat dans la collectivité grâce à des programmes systématiques de communication et d'éducation.

25. FONDATIONS :

a) Recueillir et maintenir un ou plusieurs fonds et affecter à l'occasion la totalité ou une partie de ces fonds, ainsi que leur revenu, à des fins charitables (indiquer les activités de bienfaisance particulières qui seront exercées).

- ou -

b) Recueillir et maintenir un ou plusieurs fonds et affecter une partie ou la totalité de ces fonds, ainsi que leur revenu, à des organismes de charité enregistrés conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu.

26. PROGRAMME DE PARENTS-SECOURS :

a) Promouvoir et favoriser la sécurité dans les rues du quartier pour tous les citoyens en organisant un programme de parents-secours en vertu duquel les participants placent un panneau dans la fenêtre de leur résidence ou bureau indiquant qu'ils sont prêts à venir en aide aux personnes dans le besoin.

b) Sensibiliser le public à la prévention du crime et à la protection des personnes et des biens, en organisant des séminaires, conférences et programmes de quartier sur la prévention du crime.

27. ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE RECYCLAGE ET LA RÉDUCTION DES DÉCHETS À LA SOURCE :

a) Promouvoir le recyclage et la réduction des déchets à la source à (préciser l'endroit).

b) Sensibiliser les établissements, industries, entreprises et particuliers de la collectivité et les inciter à adopter des méthodes efficaces de gestion des déchets.

c) Effectuer la recherche sur la gestion des déchets et disséminer l'information auprès du public, des industries et des pouvoirs publics afin d'encourager la réduction des déchets à la source et la promotion du recyclage.

28. ORGANISMES DU TYPE DES ASSOCIATIONS DES GRANDS FRÈRES OU GRANDES SOEURS :

Offrir aux jeunes (indiquer s'il s'agit de garçons ou de filles) de familles monoparentales l'attention, l'éducation et l'apprentissage à la vie quotidienne nécessaires en leur assignant un (homme ou femme) adulte (appelé grand frère ou grande sœur) sous la surveillance d'un conseil d'administration.

29. RÉSIDENCES POUR LES CONTREVENANTS ADULTES (CENTRES DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES) :

a) Offrir aux contrevenants adultes en absence temporaire ou période de probation ou sous libération conditionnelle la possibilité de se réintégrer à la société dans un milieu communautaire par la participation à des programmes d'initiation à la vie quotidienne, d'éducation, de rattrapage scolaire, de

• • • • • • • • •

préparation à l'emploi, de soins personnels et d'hygiène corporelle, de l'emploi utile des loisirs, de traitements contre la toxicomanie et autres services et programmes selon les besoins.

b) Promouvoir une meilleure compréhension au sein de la collectivité des problèmes des résidents de centres de correction dans le but d'encourager la participation de la collectivité à la réintégration des contrevenants à titre de membres productifs de la société.

30. ORGANISATIONS DU TYPE TRAUMATISMES CRÂNIENS

a) Organiser, coordonner et diriger les programmes de soutien médical destinés aux victimes de traumatismes crâniens.

b) Promouvoir et soutenir les recherches publiques sur les questions connexes du domaine des traumatismes crâniens.

31. ORGANISATIONS DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

a) Entreprendre la vulgarisation, la diffusion et la publication des informations sur la toxicomanie.

b) Entreprendre des recherches publiques, promouvoir et financer les recherches sur les causes et le traitement de la toxicomanie.

c) Coordonner la prestation des soins médicaux et des services sociaux à l'intention des toxicomanes et de leur famille.

d) Aider les familles à faire face aux problèmes de toxicomanie et de leurs séquelles.

e) Maintenir un foyer de traitement et de convalescence, où logeront les toxicomanes qui y recevront traitement médical et soutien social.

32. BANQUES ALIMENTAIRES

Ouvrir et administrer une banque alimentaire à l'intention des nécessiteux de [indiquer la région].

33. FOYERS DU MARIN

Promouvoir le bien-être spirituel et moral des marins en escale dans le port de [spécifier], par les services et les conseils pastoraux sans distinction de race, de croyance ou de nationalité.

34. REFUGES POUR VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE

a) Assurer un logement sans but lucratif à court terme, protégé et bon marché, aux femmes (et leurs enfants) qui ont été victimes de violence au foyer, en particulier de sévices moraux, physiques ou sexuels.

b) Assurer sur place des services de soutien pour ces personnes, y compris les services de garderie, les programmes d'enseignement des aptitudes à la vie quotidienne, les séances d'orientation collective, afin de les aider à faire leur propre choix.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DEVANT FIGURER OBLIGATOIREMENT DANS LES LETTRES PATENTES D'UNE SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE (RUBRIQUE 7 DE LA REQUÊTE)

- A)** La personne morale exerce ses activités sans but lucratif pour ses membres, et tous bénéfices ou autres gains serviront à la promotion de ses objectifs.
- B)** La personne morale est régie par la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** et la **Loi sur les dons de bienfaisance**.
- C)** Les administrateurs exercent leurs fonctions sans rémunération. Aucun d'eux ne peut directement ou indirectement tirer un gain de son poste en cette qualité, mais peut recevoir le remboursement raisonnable des frais qu'il a engagés dans l'exercice de ses fonctions.
- D)** Le pouvoir que la personne morale tient de tout règlement intérieur adopté et ratifié conformément à l'**article 59 de la Loi sur les personnes morales** pour emprunter des fonds se limite à l'emprunt de sommes pour couvrir les frais de fonctionnement de l'exercice en cours; cette limitation ne s'applique cependant pas aux emprunts garantis par des biens meubles ou immeubles.
- E)** À sa dissolution et après règlement de toutes ses dettes et autres obligations, les biens restants de la personne morale seront transmis, à titre gracieux ou non, aux organismes de bienfaisance qui n'exercent leurs activités qu'en Ontario.

- ou -

À sa dissolution et après règlement de toutes ses dettes et autres obligations, les biens restants de la personne morale seront transmis, à titre gracieux ou non, aux organismes de bienfaisance qui n'exercent leurs activités qu'au Canada.
- F)** Si, après rapport du Curateur public, le ministre conclut que la personne morale ne s'est pas conformée à une disposition quelconque de la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** ou de la **Loi sur les dons de bienfaisance**, il peut autoriser l'ouverture d'une enquête afin de savoir s'il y a lieu pour le lieutenant-gouverneur de prendre, en application du **paragraphe 317(1) de la Loi sur les personnes morales**, une ordonnance portant annulation des lettres patentes de la personne morale et dissolution de cette dernière.

ANNEXE

“K”

POUVOIRS ACCESSOIRES ET CONNEXES (RUBRIQUE 7 DE LA REQUÊTE)

LISTE

G. PRÉAMBULE

(i) POUVOIR D'ACCUMULER

(ii) POUVOIR DE PLACER

(iii) POUVOIR DE SOLLICITER DES DONS ET DES SUBVENTIONS

(iv) POUVOIR DE RECEVOIR DES BIENS MEUBLES

(v) POUVOIR DE DÉTENIR ET D'ALIÉNER DES BIENS IMMOBILIERS

(vi) POUVOIR D'EMBAUCHER

(vii) POUVOIR DE COLLABORER AVEC D'AUTRES ORGANISMES DE BIENFAISANCE

(viii) POUVOIR DE PARTICIPER À LA RÉORGANISATION D'UNE COMPAGNIE OU PERSONNE MORALE

(ix) POUVOIR D'INTENTER ET DE RÉGLER DES POURSUITES JUDICIAIRES

(x) POUVOIR D'ÉMETTRE DES CHÈQUES

(xi) POUVOIR DE PAYER LES FRAIS DE LA REQUÊTE EN CONSTITUTION

H. RESTRICTION DES POUVOIRS

I. RESTRICTION DES POUVOIRS

• • • • • • • • • •

MODÈLES DE DISPOSITIONS FACULTATIVES CONCERNANT LES POUVOIRS (FAISANT PARTIE DE LA RUBRIQUE 7 DE LA REQUÊTE)

G. PRÉAMBULE

Pour les objets susmentionnés, et accessoirement à ces objets, exercer l'un ou l'autre des pouvoirs prescrits par la Loi sur les personnes morales, ou toute autre loi applicable de temps à autre, sauf lorsque le pouvoir est contraire aux lois ou au common law applicables aux sociétés de bienfaisance, notamment les pouvoirs suivants :

(i) POUVOIR D'ACCUMULER

Accumuler une partie du ou des fonds de la personne morale, ainsi que leur revenu sous réserve des lois applicables.

(ii) POUVOIR DE PLACER

Effectuer, à même les fonds de la personne morale, à la discrétion des administrateurs, des placements que la loi permet aux fiduciaires d'effectuer.

- ou -

Placer les fonds de la personne morale, à la discrétion des administrateurs, sans limiter aux placements que la loi permet aux fiduciaires d'effectuer, à condition que ces placements soient raisonnablement prudents et avisés dans les circonstances et ne constituent pas, directement ou indirectement, un conflit d'intérêts.

(iii) POUVOIR DE SOLLICITER DES DONS ET DES SUBVENTIONS

Solliciter et recevoir des dons, legs et subventions et signer des conventions, contrats et engagements connexes.

(iv) POUVOIR DE RECEVOIR DES BIENS MEUBLES

Acquérir tout bien meuble par achat, contrat, don, legs, subvention ou autre, et signer toute convention, tout contrat ou engagement connexe, et vendre ou aliéner ces biens en totalité ou en partie selon les besoins jugés appropriés.

(v) POUVOIR DE DÉTENIR ET D'ALIÉNER DES BIENS IMMOBILIERS

Acquérir des biens immobiliers par achat, location, legs immobilier, don ou autre, détenir ces biens ou une participation dans ces biens aux fins de leur utilisation ou de leur occupation réelles par la personne morale ou aux fins de son entreprise de bienfaisance, et vendre et aliéner ces biens, en totalité ou en partie, lorsqu'ils ne sont plus utiles à ces fins.

(vi) POUVOIR D'EMBAUCHER

Engager et rémunérer des adjoints, commis, agents, représentants et employés; fournir, équiper et maintenir des bureaux et autres installations et engager des frais raisonnables au besoin à condition que la personne morale ne verse aucune rémunération à l'un ou l'autre de ses administrateurs à quelque titre que ce soit.

- ou -

Sous réserve des articles 23 et 61 de la Loi sur les fiduciaires, L.R.O. 1990, chap. T. 23, et de toute ordonnance judiciaire applicable,

engager et rémunérer des adjoints, commis, agents, représentants et employés; fournir, équiper et maintenir des bureaux et autres installations et engager des frais raisonnables, au besoin, à condition que la personne morale ne verse aucune rémunération à aucun de ses administrateurs, à quelque titre que ce soit.

(vii) POUVOIR DE COLLABORER AVEC D'AUTRES ORGANISMES DE BIENFAISANCE

Collaborer, assurer la liaison et conclure des contrats avec d'autres oeuvres, établissements ou organismes de bienfaisance, qui poursuivent des objectifs analogues à ceux de la personne morale.

(viii) POUVOIR DE PARTICIPER À LA RÉORGANISATION D'UNE COMPAGNIE OU PERSONNE MORALE

Utiliser une partie de tout capital majoré d'une compagnie ou personne morale dans laquelle la personne morale détient, à l'occasion, des actions ou des obligations, afin d'acheter des actions ou obligations supplémentaires dans cette compagnie ou personne morale; se joindre à tout projet de reconstruction ou de réorganisation de toute compagnie ou personne morale, ou de liquidation de l'actif d'une telle compagnie ou personne morale, ou partie de celle-ci; signer toute entente de mise en commun ou autre portant sur les actions ou obligations d'une compagnie ou personne morale détenues par la personne morale; donner son consentement à la conclusion de toute hypothèque, sûreté ou acte d'emprunt de toute compagnie ou personne morale dont la personne morale détient des actions ou obligations et ce, à condition, cependant, que toutes ces opérations soient conformes à la Loi sur les dons de bienfaisance.

(ix) POUVOIR D'INTENTER ET DE RÉGLER DES POURSUITES JUDICIAIRES

Exiger le paiement de toute somme et règlement pour tout bien meuble ou immeuble dans lequel la personne morale peut avoir un intérêt et conclure tout règlement, ainsi que généralement intenter des poursuites ou se défendre contre des poursuites au nom de la personne morale.

(x) POUVOIR D'ÉMETTRE DES CHÈQUES

Tirer, accepter, endosser, signer et émettre des chèques et autres effets négociables ou cessibles.

(xi) POUVOIR DE PAYER LES FRAIS DE LA REQUÊTE EN CONSTITUTION

Acquitter tous les frais, directs ou indirects, liés à la requête en constitution.

H. RESTRICTION DES POUVOIRS

À condition qu'il soit interdit à la personne morale de négocier ou d'effectuer, directement ou indirectement, certaines opérations au sens de la Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie.

I. RESTRICTION DES POUVOIRS

À condition également que la personne morale n'ait pas la capacité d'une personne physique.

6. The objects for which the corporation is incorporated are:
Objets pour lesquels l'association est constituée:

- a) Sensibiliser le public sur la maladie d'Alzheimer, offrir des services de soutien aux familles touchées par cette maladie, publier et disséminer l'information la concernant et coordonner les soins médicaux et les services sociaux destinés aux personnes souffrant de cette maladie.
- b) Lancer des campagnes de souscription pour financer la recherche sur la cause et la cure de la maladie d'Alzheimer.

ANNEXE

"L"

3.

7. The special provisions are/Dispositions particulières:

- A) La personne morale exerce ses activités sans but lucratif pour ses membres, et tous bénéfices ou autres gains serviront à la promotion de ses objectifs.
- B) La personne morale est régie par la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** et la **Loi sur les dons de bienfaisance**.
- C) Les administrateurs exercent leurs fonctions sans rémunération. Aucun d'eux ne peut directement ou indirectement tirer un gain de son poste en cette qualité, mais peut recevoir le remboursement raisonnable des frais qu'il a engagés dans l'exercice de ses fonctions.
- D) Le pouvoir que la personne morale tient de tout règlement intérieur adopté et ratifié conformément à l'article 59 de la **Loi sur les personnes morales** pour emprunter des fonds se limite à l'emprunt de sommes pour couvrir les frais de fonctionnement de l'exercice en cours; cette limitation ne s'applique cependant pas aux emprunts garantis par des biens meubles ou immeubles.
- E) À sa dissolution et après règlement de toutes ses dettes et autres obligations, les biens restants de la personne morale seront transmis, à titre gracieux ou non, aux organismes de bienfaisance qui n'exercent leurs activités qu'en Ontario.
- F) Si, après rapport du Curateur public, le ministre conclut que la personne morale ne s'est pas conformée à une disposition quelconque de la **Loi sur la comptabilité des oeuvres de bienfaisance** ou de la **Loi sur les dons de bienfaisance**, il peut autoriser l'ouverture d'une enquête afin de savoir s'il y a lieu pour le lieutenant-gouverneur de prendre, en application du paragraphe 317 (1) de la **Loi sur les personnes morales**, une ordonnance portant annulation des lettres patentes de la personne morale et dissolution de cette dernière.

3.(A)

7. The special provisions are/Dispositions particulières:

- G) Pour les objets mentionnés précédemment, et accessoirement à ces objets, exercer l'un ou l'autre des pouvoirs prescrits par la **Loi sur les personnes morales**, ou toute autre loi applicable de temps à autre, sauf lorsque le pouvoir est contraire aux lois ou au common law applicables aux sociétés de bienfaisance, notamment les pouvoirs suivants :

Pouvoir d'accumuler

- (i) Accumuler une partie du ou des fonds de la personne morale, ainsi que leur revenu, sous réserve des lois applicables.

Pouvoir de placer

- (ii) Effectuer, à même les fonds de la personne morale, à la discrétion des administrateurs, des placements que la loi permet aux fiduciaires d'effectuer.

Pouvoir de solliciter des dons et des subventions

- (iii) Solliciter et recevoir des dons, legs et subventions et signer des conventions, contrats et engagements connexes.

Pouvoir de recevoir des biens meubles

- (iv) Acquérir tout bien meuble par achat, contrat, don, legs, subvention ou autre, et signer toute convention, tout contrat ou engagement connexe, et vendre ou aliéner ces biens en totalité ou en partie, selon les besoins jugés appropriés.

ANNEXE

"L"

3.(B)

7. The special provisions are/Dispositions particulières:

Pouvoir de détenir et d'aliéner des biens immobiliers

- (v) Acquérir des biens immobiliers par achat, location, legs immobilier, don ou autre, détenir ces biens ou une participation dans ces biens aux fins de leur utilisation ou de leur occupation réelles par la personne morale ou aux fins de son entreprise de bienfaisance, et vendre et aliéner ces biens, en totalité ou en partie, lorsqu'ils ne sont plus utiles à ces fins.

Pouvoir d'embaucher

- (vi) Engager et rémunérer des adjoints, commis, agents, représentants et employés; fournir, équiper et maintenir des bureaux et autres installations et engager des frais raisonnables, au besoin, à condition que la personne morale ne verse aucune rémunération à l'un ou l'autre de ses administrateurs à quelque titre que ce soit.

Pouvoir de collaborer avec d'autres organismes de bienfaisance

- (vii) Collaborer, assurer la liaison et conclure des contrats avec d'autres oeuvres, établissements ou organismes de bienfaisance, qui poursuivent des objectifs analogues à ceux de la personne morale.

Pouvoir de participer à la réorganisation d'une compagnie ou personne morale

- (viii) Utiliser une partie de tout capital majoré d'une compagnie ou personne morale dans laquelle la personne morale détient, à l'occasion, des actions ou des obligations, afin d'acheter des actions ou obligations supplémentaires dans cette compagnie ou personne morale; se joindre à tout projet de reconstruction ou de réorganisation de toute compagnie ou personne morale, ou de liquidation de l'actif d'une telle compagnie ou personne morale, ou partie de celle-ci; signer toute entente de mise en commun ou autre portant sur les actions ou obligations d'une compagnie ou personne morale détenues par la personne morale; donner son consentement à la conclusion de toute hypothèque, sûreté ou acte d'emprunt de toute compagnie ou personne morale dont la personne morale détient des actions ou obligations; et ce, à condition, cependant, que toutes ces opérations soient conformes à la **Loi sur les dons de bienfaisance.**

ANNEXE

"L"

3.(C)

7 The special provisions are/Dispositions particulières:

Pouvoir d'intenter et de régler des poursuites judiciaires

- (ix) Exiger le paiement de toute somme et règlement pour tout bien meuble ou immeuble dans lequel la personne morale peut avoir un intérêt et conclure tout règlement, ainsi que généralement intenter des poursuites ou se défendre contre des poursuites au nom de la personne morale.

Pouvoir d'émettre des chèques

- (x) Tirer, accepter, endosser, signer et émettre des chèques et autres effets négociables ou cessibles.

Pouvoir de payer les frais de la requête en constitution

- (xi) Acquitter tous les frais, directs ou indirects, liés à la requête en constitution.

Restriction des pouvoirs

- H) À condition qu'il soit interdit à la personne morale de négocier ou d'effectuer, directement ou indirectement, certaines opérations au sens de la **Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie**.

Restriction des pouvoirs

- I) À condition également que la personne morale n'ait pas la capacité d'une personne physique.

ANNEXE

"L"

8. The names and residence addresses of the applicants are:
Noms et adresses personnelles des requérants:

4.

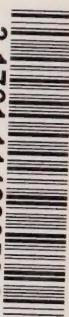
Name in full, including all first, middle names Nom et prénoms au complet	Residence address, giving Street & No. or R.R. No. & Municipality or Post Office and Postal Code Adresse personnelle y compris la rue et le numéro ou la R.R. et le numéro et la municipalité ou le bureau de poste et le code postal	Calling (occupation) Profession
Frédéric Séguin	18, rue des Carrières Toronto (Ontario) M4V 1K4	Directeur
Ronald Langlais	45, boul. Viaduc Toronto (Ontario) M6R 2J7	Arbitre
Arthur Ferrier	39, avenue Utica Toronto (Ontario) M2P 1V0	Pompier

This application is executed in duplicate.
Cette requête est faite en double exemplaire.

Signatures of applicants/Signature des requérants

07108 (20/88)

3 1761 11469056 3



ISBN 0-7729-5462-3
01/94 1.5 M